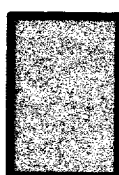


**Visite officielle en France  
du très honorable  
Brian Mulroney**

**LES 20 ET 21 FÉVRIER 1986**



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20026039 9

BIBLIOTHEQUE A E

DOCS

CA1 EA 86027 EXF

Official visit to France of the  
Right Honourable Brian Mulroney :  
February 20-21, 1986. --

43251356

6098481800



43 251-357



Affaires extérieures  
Canada

External Affairs  
Canada

**Visite officielle  
en France du  
très honorable  
Brian Mulroney,**

**les 20 et 21 février 1986**

# TABLE DES MATIÈRES

I.	Le très honorable Brian Mulroney, Premier ministre du Canada	5
II.	Monsieur François Mitterrand, Président de la République française	7
III.	Monsieur Laurent Fabius, Premier ministre de la République française	9
IV.	Le Canada et la France, alliés et amis	11
V.	Le Canada et la France, partenaires en affaires	15
	—Le commerce	15
	—Les investissements français au Canada	24
	—Les services bancaires et financiers	25
VI.	Le Comité d'hommes d'affaires Canada-France	27
VII.	Les Chambres de commerce	31
VIII.	La coopération scientifique et technologique	35
IX.	La Maison des étudiants canadiens à Paris	39
X.	Le Centre culturel canadien à Paris	41
XI.	L'Académie française	45
XII.	Fiche documentaire de la France	47
XIII.	Allocution du Premier ministre du Canada lors du dîner d'État du 7 novembre 1984 à Ottawa	51

**I.**  
**Le très honorable  
Brian Mulroney,  
Premier ministre  
du Canada**



M. Mulroney est né à Baie-Comeau le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier, à Antigonish (Nouvelle-Écosse), et une licence en droit de l'Université Laval, à Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu Chef du Parti progressiste-conservateur.

Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada, en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels Centraide de Montréal, l'Association des Grands frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Canadian Juvenile Diabetes Foundation et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki, et le couple a quatre enfants.

II.  
**Monsieur  
François Mitterrand,  
Président de la  
République  
française**



François Mitterrand est né le 26 octobre 1916 à Jarnac (Charente). Il est titulaire de deux certificats de lettres (sociologie et littérature française), d'une licence en droit et du diplôme d'études supérieures de droit public, et diplômé lauréat de l'École des sciences politiques. Mobilisé en 1939 comme sergent d'infanterie coloniale, il est fait prisonnier en Allemagne, mais il réussit à s'en évader à sa troisième tentative et fonde, en mars 1942 (il a alors 25 ans), le principal mouvement de résistance des prisonniers de guerre. Nommé par le général de Gaulle secrétaire général aux Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés, il participe au premier conseil de gouvernement de la France libérée le 27 août 1944.

Élu député de la Nièvre en 1946, il est nommé ministre des Anciens combattants l'année suivante, dans le gouvernement Ramadier, et devient ainsi, à 30 ans, le plus jeune ministre en exercice depuis un siècle. Sous la IV<sup>e</sup> République, il participera successivement à onze gouvernements en qualité, notamment, de secrétaire d'État à la Présidence du Conseil, de ministre de la France d'outre-mer, de ministre de l'Intérieur et de ministre de la Justice. Il sera cependant battu aux élections législatives de décembre 1958. Élu peu après maire de Château-Chinon, il devient sénateur de la Nièvre en avril 1959.



En novembre 1962, François Mitterrand retrouve son siège à l'Assemblée nationale, où il s'inscrit au groupe du Rassemblement démocratique.

En 1965, il est candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle. Le 5 décembre, il se classe immédiatement après le général de Gaulle et, resté seul face à celui-ci, obtient environ 45 % des voix au deuxième tour, le président sortant étant réélu avec 55 % des suffrages.

En septembre 1965, après avoir été élu président de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, François Mitterrand engage un processus de regroupement des anciens partis avec les clubs largement regroupés dans la Convention des institutions républicaines. Il sera réélu député de la Nièvre en mars 1967, puis en juin 1968.

À l'issue du congrès d'Épinay-sur-Seine, en juin 1971, François Mitterrand est élu premier secrétaire du Parti socialiste. Il sera confirmé dans ce poste aux congrès de Grenoble (1973), de Pau (1975), de Nantes (1977) et de Metz (1979). Candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle de 1974, il obtient 49,5 % des voix, son concurrent étant élu avec 50,5 %.

François Mitterrand est élu Président de la République le 10 mai 1981, au deuxième tour, avec 51,75 % des voix.

M. Mitterrand a publié plusieurs ouvrages, dont *La Chine au défi*, *Le coup d'État permanent*, *Ma part de vérité*, *La rose au poing*, *La paille et le grain*, *L'abeille et l'architecte*, *Ici et maintenant* et *Réflexions sur la politique extérieure de la France*, en janvier 1986.

Il est officier de la Légion d'honneur à titre militaire, titulaire de la rosette de la Résistance, de la médaille des Évadés et de la Croix de guerre 1939-1945 avec trois citations.

Il a deux fils, Jean-Christophe, né en 1946, et Gilbert, né en 1949.

III.

**Monsieur  
Laurent Fabius,  
Premier ministre  
de la  
République  
française**



Laurent Fabius a été nommé Premier ministre le 17 juillet 1984. Il est le neuvième chef de gouvernement de la V<sup>e</sup> République et le plus jeune depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

M. Fabius est né à Paris le 20 août 1946 dans une famille d'antiquaires. Il a fait ses études supérieures à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm (promotion 1966) et à l'École nationale d'administration (promotion 1973). Il est professeur agrégé à l'Université, ayant été reçu premier à l'agrégation de Lettres modernes. À sa sortie de l'École nationale d'administration, il devient auditeur au Conseil d'État. Il sera promu maître des requêtes en 1981.

La carrière politique de Laurent Fabius est à la fois celle d'un élu local et d'un responsable national. Élu conseiller municipal de Grand-Quevilly en Seine-Maritime (Haute-Normandie) en 1977, puis réélu en 1983, il deviendra premier adjoint chargé des finances auprès du sénateur-maire Tony Larue. Il sera élu député dans la seconde circonscription de Seine-Maritime en 1978 et réélu en 1981.

Laurent Fabius adhère au Parti socialiste en 1974 et devient, peu de temps après, secrétaire de la Commission économique du Parti. Il devient ensuite directeur de cabinet de François Mitterrand, premier

secrétaire, membre du Comité directeur, puis secrétaire national en 1979. Proche collaborateur de François Mitterrand, il est porte-parole du Parti socialiste lors de la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 1981.

Laurent Fabius oeuvre ensuite au sein de trois cabinets de Pierre Mauroy: comme ministre délégué auprès du ministre de l'Économie et des Finances, comme ministre chargé du budget, de mai 1981 à mars 1983, puis comme ministre de l'Industrie et de la Recherche. Durant le premier semestre de 1984, il préside le conseil des ministres européens de l'Industrie et de la Recherche. Partisan convaincu de la modernisation industrielle et de la construction européenne, il fait adopter le programme «Esprit» de coopération scientifique au sein de la CEE, et lance l'idée d'un programme de développement des bio-technologies et d'un important projet de mobilité et de coopération entre chercheurs en Europe.

M. Fabius est l'auteur de *La France inégale*, paru en 1975, et du *Coeur du futur*, paru en 1985. Il est également co-auteur avec Robert Badinter du livre *Liberté, libertés*, paru en 1976.

Laurent Fabius s'est marié en 1981. Son épouse, spécialiste en sociologie de la communication, a elle-même été membre du Comité directeur du Parti socialiste. Elle a animé l'Institut socialiste d'études et de recherches et dirigé la rédaction d'une publication théorique: *La Nouvelle revue socialiste*. Laurent et Françoise Fabius ont deux jeunes enfants: Thomas, né en 1981, et Victor, né en 1982.

## IV.

### **Le Canada et la France, alliés et amis**

Les relations politiques entre la France et le Canada sont entrées dans une phase nouvelle et prometteuse à l'automne de 1984.

«Je ne crois pas pouvoir parler des relations Canada-France sans évoquer celles qui se sont établies, en parallèle, entre Québec et Paris. Je n'ai pas à rappeler ici, sinon pour les déplorer, les désagréments auxquels ont donné lieu certaines incompréhensions ou équivoques. Nous savons toutefois que plusieurs de ces difficultés se sont résorbées depuis, grâce, entre autres, au doigté et à la mesure dont a fait preuve le gouvernement français. Afin de poursuivre et de mener à terme, d'une façon harmonieuse, le processus de détente qui s'est amorcé, il m'apparaît opportun d'indiquer les balises de ce qui serait, pour nous, un mode de fonctionnement respectueux des réalités juridiques et politiques qui nous sont propres. Le gouvernement canadien entend exercer, dans leur intégralité, ses responsabilités constitutionnelles en matière de relations internationales. Néanmoins, il considère tout à fait normal que le gouvernement québécois maintienne avec la France des rapports que justifie l'identité culturelle du Québec. Nous reconnaissons donc la légitimité de relations

privilégiées et directes entre Paris et Québec, dès lors qu'elles respectent et visent des sujets qui ne heurtent pas les compétences fédérales.»

C'est en ces termes que le Premier ministre Brian Mulroney accueillait, à Ottawa, le chef du gouvernement français, Laurent Fabius. Le Premier ministre français remarquait, au même moment, la similitude des objectifs que les deux gouvernements s'étaient fixés: «Réconciliation nationale et renouveau économique» pour le Canada; «Rassemblement et modernisation» pour la France. Tous deux proclamaient leur volonté de développer, en les améliorant, les relations entre la France et le Canada. Quinze mois plus tard, répondant à l'invitation du Président François Mitterrand, le Premier ministre du Canada constate que le climat s'est nettement amélioré entre Ottawa et Paris.

La compréhension entre les deux pays se traduit singulièrement par la tenue, à Paris, du Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage de la langue française. Cette première manifestation de la solidarité francophone a été rendue possible, notamment, grâce à l'entente intervenue entre Ottawa et Québec le 8 novembre 1985.

Une fois la volonté politique clairement exprimée, c'était au tour des artisans du développement économique et industriel de mettre en commun leurs compétences. La «sérénité retrouvée», comme l'écrit un journaliste français, devrait permettre aux deux pays de donner une nouvelle impulsion au développement de leurs relations économiques par un partage de leurs expériences. Car de plus en plus, de part et d'autre de l'Atlantique, on est conscient de l'interdépendance des économies occidentales et soucieux de voir évoluer le commerce international. En octobre dernier, industriels canadiens et français se sont rencontrés à Paris pour tenir un vaste séminaire d'échange de vues et d'étude de projets conjoints. Ils pensent davantage aujourd'hui, tant au Canada qu'en France, que «l'avenir du commerce international est affaire de coopération, d'échanges technologiques, plutôt que de simples envois de marchandises».

Canadiens et Français sont nombreux à se rendre compte de la situation de stérile concurrence dans laquelle les confine la similitude de leurs infrastructures industrielles, sur leurs marchés respectifs ou les marchés tiers. Cet état de choses a déjà convaincu nombre de chefs d'entreprise, français et canadiens, de la nécessité d'allier leurs efforts. Le remplacement de l'Agence d'examen de l'investissement étranger (FIRA) par le nouvel organisme «Investissement Canada» a largement contribué à simplifier les conditions d'implantation étrangère au Canada. De même, en France, les autorités favorisent l'installation d'entreprises étrangères qui y apportent, en même temps que leur expertise, la promesse d'une contribution à la lutte contre le sous-emploi.

Le fait que les États-Unis soient à la fois le principal fournisseur et le principal client du Canada ne décourage pas les industriels français à la recherche de nouveaux débouchés. L'exemple de l'automobile est patent, à cet égard. L'intégration de cette industrie dans une sorte de marché commun sectoriel nord-américain élargit d'autant le marché immédiatement disponible aux entreprises automobiles franco-canadiennes. Dans le même esprit, la négociation prochaine entre le Canada et les États-Unis d'une plus grande libéralisation des échanges commerciaux contribuera à l'expansion du commerce international et sera susceptible de faire du Canada une voie d'accès privilégiée à l'ensemble du marché nord-américain.

À Ottawa comme à Paris, on constate que les rapprochements industriels franco-canadiens semblent intéresser surtout les producteurs de matériel de pointe, notamment dans les domaines des transports et des communications. C'est précisément ces secteurs à haute valeur technologique ajoutée qui ont inspiré le thème d'Expo 86 (qui se tiendra à Vancouver de mai à octobre 1986), à laquelle la France a été l'une des toutes premières à annoncer sa participation.

Dans le vaste domaine des communications, l'audio-visuel a permis à la France et au Canada, conscients de la valeur marchande de ce qu'on appelle à présent les produits culturels, de concerter leurs efforts de coopération avec des résultats déjà palpables. Les pouvoirs publics des deux pays, en adhérant à des

accords-cadres exemplaires, ont établi les paramètres d'une coopération grandissante qui s'est traduite, depuis trois ans, par des coproductions audio-visuelles d'un montant total de \$70 millions; des projets totalisant plus de \$50 millions sont actuellement à l'étude. La création du Grand Prix de l'audio-visuel franco-canadien est en quelque sorte le couronnement de cette heureuse collaboration.

L'année 1986 sera particulièrement chargée au plan bilatéral puisqu'auront lieu, à l'été, les réunions des trois Commissions mixtes (économique, culturelle et scientifique), dont l'une se tiendrait à Vancouver. Les deux pays auront ainsi l'occasion de faire en détail le point sur les multiples dossiers de la coopération canado-française.



**V.**

**Le Canada et la France,  
partenaires  
en affaires**

## LE COMMERCE

Le cadre économique de notre coopération avec la France n'a pas sensiblement changé ces dernières années, si ce n'est l'arrivée au pouvoir, au Canada, d'un nouveau gouvernement désireux plus que jamais que nos relations avec la France soient prioritaires, détendues et axées sur la poursuite d'un objectif commun, soit de plus grands rapports économiques, commerciaux et technologiques, des deux côtés de l'Atlantique.

Cet objectif correspond aussi aux désirs d'un gouvernement français dont les préoccupations économiques passent aussi par une stratégie globale d'expansion, avec un intérêt croissant pour le Canada.

En 1984, la France était notre neuvième partenaire commercial en importance et venait au quatrième rang de nos partenaires en Europe occidentale. Au cours des dix dernières années, nos échanges avec elle se sont accrus chaque année jusqu'en 1980, après quoi nos exportations ont régressé progressivement pour s'établir à environ \$1,5 milliard en 1983, selon Statistique Canada. Il s'agissait là d'un chiffre modeste étant donné que la valeur de nos échanges avec l'étranger a totalisé cette année-là \$164 milliards, tandis que le commerce extérieur global de la France a



atteint \$241 milliards. Tout comme le commerce extérieur du Canada est dominé par les échanges avec les États-Unis, le commerce extérieur de la France est centré sur la CEE, qui lui fournit 50 % de ses importations. Si l'on exclut ces 50 %, notre part du marché français représente 1,4 %. En 1983, la France a absorbé environ 0,7 % de l'ensemble de nos exportations; mais si nous excluons nos exportations vers les États-Unis, cette proportion passe alors à 2,6 %.

En 1984, notre commerce bilatéral avec la France a atteint un nouveau sommet de \$1,9 milliard, nos exportations en France s'accroissant de 11 % pour passer à \$701 millions, et les exportations françaises au Canada s'accroissant de 45 % pour passer à \$1,2 milliard. La fermeté du dollar par rapport au franc français a sans doute favorisé cet accroissement de nos importations de produits français et explique en partie notre déficit commercial avec la France depuis 1982. Au fil des ans, la structure de nos échanges bilatéraux ne s'est pas beaucoup modifiée. Nos exportations en France se composent surtout de produits bruts ou semi-finis, tandis que nos importations depuis la France comprennent surtout des articles de consommation, des vins, des automobiles, des imprimés, etc.

Nos exportations en France se sont accrues de 11 % en 1984, surtout en raison d'un relèvement de nos ventes de pâte de bois, de matériel de télécommunications et d'équipements connexes, ainsi que de minéraux bruts et non métalliques. Toutefois, nos exportations de blé ont diminué de 50 %, tandis que nos exportations de minerais et de concentrés de fer ainsi que de produits alimentaires (viande) se sont maintenues.

En 1984, nos importations depuis la France se sont accrues de 44,9 % par rapport à 1983 pour atteindre un nouveau sommet de \$1,2 milliard. Cette augmentation était largement attribuable aux vins (\$49,1 millions), aux voitures particulières et châssis (\$31,7 millions), aux pièces de véhicules automobiles (\$25,6 millions), ainsi qu'aux barres et tiges d'acier (\$16 millions). La seule baisse marquée a été observée dans le secteur des machines industrielles spécialisées.

Les principales caractéristiques des exportations françaises au Canada sont leur diversité, leur destination (plus de 50% au Québec) et leur forte proportion d'articles de consommation comme les automobiles, les pneus, les vins et alcools, les livres, etc.

Dans les dix premiers mois de 1985, nos importations en provenance de France ont totalisé \$1,4 millions, soit un accroissement de 12% comparativement à la même période en 1984 (\$1,02 millions).

L'expansion de notre commerce et de nos échanges avec la France est cependant tributaire de la situation économique mondiale et en même temps du scénario économique propre à la France.

Nos exportations sont en effet directement liées, par exemple, aux taux de croissance de l'économie française pour les années à venir, à la force ou à la faiblesse de nos monnaies respectives, au pourcentage du revenu personnel consacré à la consommation et aux projets d'investissement des sociétés commerciales.

## Énergie et minéraux

En 1984, le Canada a, pour la première fois, vendu du charbon à la France et ce, pour plus de \$26 millions. Certains investissements français dans ce secteur au Canada et l'imposition de restrictions sur les importations en provenance de certains pays devraient nous permettre d'augmenter nos ventes en 1986. Nos ventes de minerais et concentrés, après un léger ralentissement, ont repris en 1985 et devraient se maintenir en 1986.

## Produits forestiers

Nos exportations de produits forestiers en France, dont le déclin avait été amorcé en 1983, à cause de la hausse du dollar et d'une vive concurrence de la Scandinavie, sont restées relativement faibles en 1984 et 1985. La situation devrait cependant s'améliorer à court et à moyen termes grâce à la normalisation du cours du dollar et à la reprise qui s'annonce dans la construction.

La France ne peut pas combler seule ses énormes besoins de bois et de produits dérivés. L'industrie canadienne devrait donc pouvoir accentuer de nouveau sa pénétration du marché français, aidée en cela par nos efforts de commercialisation.

## Produits de la pêche

En 1984, tous produits confondus, la mer a représenté pour la France un déficit de 6,1 milliards de francs, en hausse de 7% par rapport à 1983.

Dans ce secteur, le Canada est le sixième fournisseur de la France en tonnage et en valeur. De par sa situation géographique privilégiée, le Canada a accès à des ressources halieutiques abondantes et variées, dont le saumon du Pacifique et d'autres espèces de poissons frais sont les principales qu'il exporte en France.

Malgré de nombreuses actions de la part des autorités françaises pour essayer de restreindre le déficit dans le commerce extérieur des produits de la pêche, celui-ci continue de croître. Les exportateurs canadiens qui participeront au prochain Salon international de l'alimentation, à Paris, en octobre 1986, devraient être en mesure de constater encore une fois l'importance de ce marché.

## Produits agricoles

La France est un des principaux producteurs mondiaux de denrées agricoles et alimentaires. Le solde positif de son commerce extérieur agro-alimentaire s'est établi en 1984 à 29,8 milliards de francs.

Malgré cela, les importations agro-alimentaires françaises ont quand même atteint en 1984 un total de 107 milliards de francs, dont 932 millions en produits canadiens. Le blé, les graines de colza et autres oléagineux, les viandes fraîches et autres produits alimentaires transformés constituent le gros de nos exportations vers la France, soit 16% du total.

Il y a possibilité d'accroître la gamme des produits agro-alimentaires canadiens disponibles en France, surtout dans les produits dits de spécialité, qui ont et auront toujours une place sur un marché caractérisé par sa sophistication.

## Produits de haute technologie

En 1984, 10 % des importations françaises de matériel informatique provenaient du Canada. Si on compare au pourcentage en provenance des États-Unis (46 %), on constate que le Canada est un fournisseur important sur ce marché.

Nos appareils de télécommunications, nos semi-conducteurs, nos pièces et composants électroniques et nos logiciels sont commercialisés avec succès en France, malgré la vive concurrence des États-Unis et des pays européens en général.

## Tourisme

Le tourisme entre le Canada et la France est depuis longtemps tributaire du taux de change entre le dollar et le franc, plutôt défavorable aux touristes et voyageurs français jusqu'à tout récemment.

Le Canada a quand même accueilli, en 1984, quelque 120 000 touristes français. Avec la tenue d'EXPO 86 à Vancouver, cette année, et la promotion soutenue du Canada comme destination touristique, on peut envisager une augmentation sensible du tourisme français au Canada pour 1986.

## PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES VENANT DE LA FRANCE

Commerce trimestriel cumulatif (en milliers de dollars canadiens)

PRODUITS	Premier		Deuxième		Troisième		Quatrième	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
1. Boissons (inc. vins)	18 759	16 280	50 558	45 144	92 684	86 572	133 940	n.d.
2. Voitures particulières et châssis	33 673	8 773	61 023	23 502	69 187	37 299	78 740	
3. Boissons alcooliques distillées	6 781	7 479	17 184	15 184	30 017	28 239	40 072	
4. Tôles, feuilles, feuillards d'acier	8 869	6 548	19 937	16 964	27 883	33 715	38 361	
5. Pièces de véhicules auto sauf moteurs	5 084	12 064	18 850	22 686	31 817	34 558	38 198	
6. Livres et brochures	10 303	7 317	19 230	16 081	26 606	24 237	35 877	
7. Aluminium, y compris alliages	7 821	13 313	15 130	26 549	25 333	37 770	35 706	
8. Produits chimiques organiques	12 820	13 423	22 817	26 381	28 441	34 561	35 545	
9. Barres et tiges en acier	4 911	7 411	12 046	17 004	21 956	29 031	30 045	
10. Autres effets personnels et articles ménagers	6 470	6 456	12 570	14 693	22 147	26 273	29 538	
11. Vêtements de dessus non tricotés	9 024	10 697	13 361	15 951	24 453	30 574	29 416	

12. Ustensiles de cuisine, de table et coutellerie	5 376	4 630	10 374	11 297	17 648	18 121	24 769
13. Autre matériel de transport	5 063	7 817	11 461	12 161	16 090	15 736	22 038
14. Autres machines pour industries spéciales	6 779	2 709	10 236	5 280	15 139	8 208	18 772
15. Autres fer, acier et alliages	2 356	2 349	7 540	7 991	12 102	11 233	16 902
16. Fournitures médic ophtalmiques et orthopédiques	4 265	3 917	8 798	8 794	12 726	12 643	16 880
17. Matériel divers et outils	3 552	3 119	8 074	8 145	13 239	15 284	16 799
18. Journaux, revues et périodiques	3 467	4 394	8 067	7 155	12 722	9 973	16 273
19. Tracteurs à roues, neufs	3 620	2 579	6 510	6 088	8 912	11 117	14 999
20. Autres instruments de mesure, laboratoire, etc.	2 844	5 335	5 592	11 512	10 438	15 044	14 885
Total partiel	161 837	146 610	339 358	318 562	519 540	520 288	687 755
Autres	121 338	134 117	262 949	307 394	399 187	491 078	531 733
<b>TOTAL</b>	<b>283 175</b>	<b>280 727</b>	<b>602 307</b>	<b>625 956</b>	<b>918 727</b>	<b>1 011 366</b>	<b>1 219 488</b>

## PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LA FRANCE

Commerce trimestriel cumulatif (en milliers de dollars canadiens)

PRODUITS	Premier		Deuxième		Troisième		Quatrième	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
1. Pâte de bois et pâte similaire	17 236	22 696	50 527	54 298	84 763	77 798	121 743	n.d.
2. Poisson (toute catégorie)	7 160	7 433	10 158	10 895	29 258	23 867	56 054	
3. Autres minéraux non métalliques bruts	3 122	3 687	12 007	10 529	24 850	28 095	39 695	
4. Bois d'oeuvre, résineux	11 197	7 876	22 070	11 710	30 626	15 170	35 035	
5. Éléments radioactifs et isotopes	458	21 275	n.d.	26 313	5 365	64 655	28 988	
6. Charbon	6 105	2 098	12 479	5 865	18 968	20 333	26 102	
7. Amiante, non ouvré	2 724	8 403	5 569	8 403	16 395	8 794	25 654	
8. Minerais et concentrés de fer	3 972	15 980	6 978	27 883	15 954	40 080	25 129	
9. Machines et matériel de bureau	4 347	12 817	11 851	21 648	19 908	25 800	24 787	
10. Équipement et matériel de télécommunications	2 741	5 128	8 889	10 503	14 299	15 930	21 640	
11. Minerais, concentrés et déchets de zinc	4 624	—	9 767	5 487	11 465	11 161	17 924	

12. Viandes fraîches, réfrigérées ou congelées	4 484	3 970	9 945	8 271	13 754	12 221	17 597
13. Engrais et matières fertilisantes	42	2 558	2 989	6 251	11 923	9 525	17 533
14. Blé	7 476	2 251	12 444	8 625	12 444	11 988	16 733
15. Graine de colza	8 797	—	14 890	—	14 890	—	14 890
16. Moteurs d'avions et leurs pièces	3 205	5 681	6 560	15 140	10 137	22 842	14 367
17. Matériel de navigation et pièces	3 764	2 312	6 054	3 736	11 756	6 359	12 892
18. Soufre	2 724	8 403	5 569	8 403	8 577	13 433	12 515
19. Ouvrages de base en métal	2 390	1 564	4 704	2 538	5 355	3 007	7 337
20. Animaux vivants	1 256	149	3 490	318	3 691	628	4 302
Total partiel	97 815	134 461	—	246 816	364 378	411 686	540 917
Autres	43 072	41 689	—	94 494	118 776	114 102	159 829
TOTAL	140 887	176 150	317 309	341 310	483 154	525 788	700 746



## LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS AU CANADA

La France accentue fortement ces derniers temps ses activités visant à attirer l'investissement étranger. En juin dernier, le Conseil des ministres français a adopté, par exemple, des mesures concrètes pour simplifier les démarches des investisseurs étrangers qui désirent s'établir en France, et pour renforcer la prospection à l'étranger des investisseurs potentiels.

De même, le gouvernement français et le Conseil du patronat français essaient par diverses mesures de favoriser l'implantation des sociétés françaises à l'étranger, seul moyen parfois d'accroître leur part de marché.

Si on regarde la distribution des investissements français à l'étranger, on constate que les États-Unis reçoivent la part du lion avec 31,1% de l'ensemble en 1983, suivis par les principaux pays de la CEE (Allemagne, Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Suisse, Italie). Le Canada reçoit néanmoins quelque 3% du total des investissements français à l'étranger.

Les investissements directs de la France au Canada augmentent régulièrement depuis 1980 et atteignent \$1,25 milliard en 1984.

Hormis quelques gros placements ou projets en cours, comme l'implantation d'AMC/Renault à Brampton (Ontario), l'investissement français au Canada semble de plus en plus être le fait de PME/PMI françaises qui voient dans le Canada un laboratoire où apprendre les pratiques commerciales nord-américaines.

Le gouvernement canadien, quant à lui, a pris plusieurs nouvelles initiatives majeures pour encourager les industriels français à investir au Canada, notamment la mise en oeuvre d'un programme de promotion des investissements à l'ambassade du Canada à Paris, doublé d'une campagne publicitaire.

## LES SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS

Sans avoir l'envergure des hauts lieux de la finance tels que Londres ou New York, Paris n'en est pas moins une place financière très active, notamment sur le marché des eurodevises.

La Bourse de Toronto et la Bourse de Montréal entretiennent des relations suivies avec la Bourse de Paris et travaillent ensemble sur certains projets communs, comme l'inscription de sociétés françaises au Canada.

Cinq banques canadiennes ont des succursales ou des bureaux à Paris, ainsi que deux grandes firmes canadiennes d'agents de change et courtiers en valeurs mobilières, trois compagnies d'assurance et trois firmes de comptables agréés.

Inversement, les grandes banques françaises, profitant de l'assouplissement des lois canadiennes, ont maintenant pignon sur rue à Montréal ou à Toronto. C'est le cas, par exemple, du Crédit Lyonnais, de Paribas, de la B.N.P. et du Crédit commercial de France.

## **VI.**

### **Le Comité d'hommes d'affaires Canada-France**

Reconnaissant que les relations économiques et commerciales entre le Canada et la France avaient besoin d'une nouvelle impulsion, plusieurs personnes et organismes réfléchissaient depuis quelque temps déjà à la possibilité de mettre sur pied un comité d'hommes d'affaires aussi bien vus au Canada qu'en France.

En France, par exemple, le Conseil national du patronat et la Chambre de commerce France-Canada étaient tous deux très favorables à cette idée.

Le projet s'est matérialisé lorsque le Premier ministre Trudeau a visité la France en novembre 1982 et annoncé la création du Comité d'hommes d'affaires Canada-France.

Le gouvernement canadien a aidé à la création de ce comité qui devait être et qui est toujours indépendant des deux gouvernements respectifs.

Le premier coprésident du côté canadien fut M. Raymond Garneau, qui décida en août 1984 de retourner en politique. Il fut remplacé par M. Michel Bélanger, président et chef de la direction de la Banque nationale du Canada. M. Bélanger siège au Comité avec 16 autres hommes d'affaires représentant

toutes les régions et les principaux secteurs économiques du Canada, comme la forêt, les télécommunications, l'agro-alimentaire et la finance.

Le coprésident français est M. Jean Pineau, vice-président d'Air Liquide et président d'honneur de la Chambre de commerce France-Canada.

Les principaux objectifs du groupe sont:

- d'accroître les relations économiques et commerciales entre nos deux pays;
- de renforcer les liens entre nos gens d'affaires;
- de promouvoir la coopération industrielle et l'investissement;
- d'étudier les possibilités de monter des projets conjoints dans des pays tiers.

Depuis sa création, le Comité a tenu quatre réunions, deux en France et deux au Canada.

La première réunion s'est déroulée à Versailles en juillet 1983. La discussion a alors porté surtout sur la situation économique de nos deux pays et sur les difficultés qu'éprouvent les Canadiens à exporter certains produits vers la France.

La seconde réunion s'est tenue à Montréal en octobre 1983. On y a discuté de stratégies commerciales et des possibilités d'investissement qui s'offraient de part et d'autre.

Le Comité a alors décidé de concentrer ses activités sur quelques secteurs de l'activité économique. Il a mis sur pied à cette fin des groupes de travail ayant pour mandat d'étudier les possibilités de coopération industrielle dans les secteurs suivants: transport public, produits de la forêt, agro-alimentaire, produits de la pêche, aéronautique et télécommunications.

Lors de sa troisième réunion, tenue à Paris en novembre 1984, le Comité a conclu que certains secteurs se prêtaient bien à la coopération, par exemple l'agro-alimentaire, l'industrie automobile et l'énergie (pétrole et gaz), tandis qu'ailleurs, il fallait poursuivre les discussions en visant davantage le moyen et le long termes. Le groupe de travail sur les télécommunications a conclu quant à lui que ce secteur était peu ouvert à la coopération industrielle, à cause surtout de choix technologiques différents dans

nos pays respectifs et aussi d'une vive concurrence pour les mêmes marchés internationaux.

À sa dernière réunion, tenue à Toronto en mai 1985, le Comité a examiné de plus près les conclusions du groupe de travail sur l'agro-alimentaire et s'est penché sur le secteur de l'ingénierie-conseil. La partie canadienne a alors accueilli trois nouveaux membres.

La prochaine réunion du Comité doit se dérouler à Paris en février 1986.

## LE COMITÉ D'HOMMES D'AFFAIRES CANADA-FRANCE

### LISTE DES REPRÉSENTANTS CANADIENS

Michel Bélanger	Banque Nationale du Canada
G.W.F. McCain	McCain Foods Limited
Conrad Black	Argus Corporation Ltd.
Paul G. Desmarais	Power Corporation of Canada
Jean de Grandpré	Entreprises Bell Canada
André Bisson	Banque de Nouvelle- Écosse
Laurent Beaudoin	Bombardier Inc.
Bruce I. Howe	B.C. Resources Investment Corporation
Roger Phillips	IPSCO Inc.
T. Michael Apsey	Council of Forest Industries of B.C.
R. Wilson	Redpath Industries Limited
B.F. Isautier	Canterra Energy Ltd.
Robert Brady	Westar Mining Inc.
Bernard Lamarre	Groupe Lavalin
Bernard Lemaire	Groupe Cascades
Maurice Ferty	AMC/Renault Canada

## LISTE DES REPRÉSENTANTS FRANÇAIS

Jean Pineau	L'Air Liquide
Alain Joly	L'Air Liquide
Philippe Boulin	Conseil national du patronat français
Guy Brana	Thomson-Lucas
Jean-Pierre Brunet	Compagnie générale d'électricité
Robert Charial	Société Colas
Philippe Clément	Chambre de commerce et d'industrie de Paris
François Essig	Chambre de commerce et d'industrie de Paris
Georges Besse	Régie Renault
Michel Leclere Bessonnet	Régie Renault
Jean-Luc Lagardère	Matra
Olivier Lecerf	Lafarge Coppée
Jean François	Lafarge Coppée
Jean Martre	Société nationale aérospatiale (SNIAS)
Jérôme Monod	Société lyonnaise des eaux

## **VII.**

### **Les Chambres de commerce**

En plus de pouvoir compter sur l'existence du Comité d'hommes d'affaires Canada-France, nos relations économiques et commerciales bilatérales s'appuient aussi sur deux organismes privés très importants, la Chambre de commerce France-Canada, à Paris, et sa contrepartie chez nous, la Chambre de commerce française au Canada.

#### **La Chambre de commerce France-Canada (CCFC)**

Officiellement créée en 1979, la Chambre de commerce France-Canada existait en fait depuis 1955, sous la forme du Comité économique de l'Institut France-Canada. Depuis 1979, elle est devenue une association étrangère reconnue par le ministère du Commerce et autorisée par le ministre de l'Intérieur.

La CCFC est en France le seul organisme privé chargé exclusivement de favoriser en permanence le développement des liens commerciaux, industriels, financiers et touristiques entre la France et le Canada.

Elle joue un rôle d'information, de liaison et d'assistance et publie à cette fin une revue mensuelle, «Information canadienne», et un ouvrage annuel, le «Guide des affaires franco-canadiennes».

Depuis 1983, la CCFC compte des délégations régionales qui couvrent l'ensemble du territoire français. Toutes travaillent en étroite collaboration avec les représentants de l'administration et de l'économie locales, avec les Chambres de commerce traditionnelles et avec les fédérations sectorielles.

Pour parvenir à ses fins, la CCFC dispose notamment d'un centre d'information et de documentation et organise des séminaires, conférences, déjeuners, débats et autres manifestations.

La CCFC est depuis ses origines le «centre où se rencontrent Canadiens et Français et où seront prises les initiatives propres à développer les relations entre nos deux pays (...); elle s'efforcera d'être un utile conseiller pour tous ceux qui, en France, veulent à quelque titre que ce soit orienter leurs activités vers le Canada. Elle coopérera à cette fin avec les pouvoirs officiels, les organismes professionnels, les Chambres de commerce locales et tous les groupements de notre pays qui s'intéressent au Canada».

## La Chambre de commerce française au Canada

La Chambre de commerce française au Canada a pour objet principal de faciliter et de favoriser un accroissement des relations économiques privées entre la France et le Canada en apportant aux entreprises une aide adaptée à leurs besoins spécifiques.

C'est ainsi qu'elle accueille, soit individuellement, soit en groupe, les hommes d'affaires français de passage au Canada, ou établis ici, pour essayer de leur fournir des conseils et des contacts intéressants. Elle complète de la sorte l'action des services officiels, de même qu'elle a, par l'entremise d'une société très proche, assuré la promotion des Salons professionnels français, invitant les Canadiens à y participer.



Éditrice de la revue «Action Canada-France», la Chambre de commerce française au Canada compte des sections locales dans les villes de Calgary, Québec, Montréal, Toronto et Vancouver et sert souvent de structure d'accueil aux nombreuses missions de sa contrepartie parisienne, la Chambre de commerce France-Canada.

Avec le temps, la Chambre de commerce française est plutôt devenue une Chambre de commerce franco-canadienne, en admettant des Canadiens à son conseil, puis à sa présidence.

Ses activités peuvent être regroupées en trois catégories:

- promotion et relations publiques
- documentation, information et publication
- domiciliation et secrétariat,

mais l'objectif final demeure de contribuer à la croissance harmonieuse des relations économiques privées entre la France et le Canada, au profit de ses membres.

## VIII.

### La coopération scientifique et technologique

Nos relations scientifiques et technologiques formelles avec la France remontent à 1969, année où une première sous-commission scientifique s'est réunie indépendamment de la Commission culturelle établie par l'Accord culturel de 1965. En 1973, les deux gouvernements ont convenu par un *Échange de lettres* de tenir des réunions de synthèse sur les questions de sciences et technologie et d'encourager par des mécanismes financiers (notamment le Programme des mois/chercheurs) les échanges scientifiques entre les deux pays.

La collaboration scientifique entre nos deux pays est bien engagée. Des échanges multiples et fructueux, axés principalement sur la recherche fondamentale, ont lieu entre scientifiques et universitaires. La coopération se pratique aussi de façon plus formelle entre les ministères à vocation scientifique et technique. Quelques projets de grande envergure scientifique sont menés en collaboration, par exemple celui du Télescope d'Hawaii.

En 1984, lors de la dernière session de la *Commission mixte scientifique franco-canadienne*, nous avons fait le bilan de notre coopération avec la France et établi un plan de travail pour les années 1985 et 1986. Trois

domaines prioritaires de coopération ont été retenus (les biotechnologies, l'océanographie et l'espace), et les deux parties se sont engagées à y consacrer le maximum de leurs ressources financières et humaines.

Dans le domaine des *biotechnologies*, la coopération intéresse surtout le secteur agricole: amélioration des plantes (biologie moléculaire, techniques de multiplication cellulaire, clonage, endogénèse, immunologie, fixation de l'azote et protection des végétaux) et santé animale (analyse génétique, culture des tissus et immunologie). Le colloque de biotechnologie qui s'est tenu à Montebello en avril 1984, rassemblant les industries pharmaceutiques et agro-alimentaires françaises et canadiennes, les milieux de la finance et les responsables des politiques gouvernementales, a abouti à la formation d'un groupe de travail composé de gens d'affaires et chargé de stimuler la coopération industrielle. Après deux ans, les contacts entre compagnies sont établis et la coopération a démarré.

Dans le domaine de l'*océanographie*, la coopération franco-canadienne repose sur une Lettre d'entente entre, d'une part, le Centre national de l'exploitation des océans (CNEXO) et le Programme interdisciplinaire de recherche en océanographie (PIRO), devenus aujourd'hui l'IFREMER (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer), et, d'autre part, les ministères canadiens des Pêches et Océans et de l'Énergie, des Mines et des Ressources. La coopération en océanographie et géosciences marines se poursuit activement sous cinq grands thèmes et les progrès sont satisfaisants pour les deux parties. Il s'agit de recherches portant sur la dynamique du carbone dans le milieu abyssal, les rides médio-océaniques et les processus hydro-thermaux, l'aquaculture et la pollution marine, ainsi que d'un échange sur la gestion de données relatives aux zones et aux pêcheries côtières. Enfin, un thésaurus français-anglais couvrant les sciences de l'océan et des pêches est en préparation. D'importants développements se produisent aussi en dehors du cadre de la Lettre d'entente, en particulier la mise au point par des firmes canadiennes et françaises du sous-marin nucléaire de recherches SAGA.

Enfin, les deux parties ont reconnu l'importance du secteur de *l'espace*, tant dans son développement scientifique et technique que dans son potentiel industriel. Quelques succès de coopération sont à noter, en particulier le programme multilatéral de recherche et de sauvetage COSPAS-SARSAT, par lequel le Canada et la France ont collaboré étroitement avec les États-Unis et l'Union soviétique pour mettre en place un système opérationnel. Des négociations importantes sont en cours dans le domaine de la télédétection; elles visent à permettre la réception directe des données du satellite français SPOT par les stations canadiennes et leur commercialisation au Canada et aux États-Unis. Mentionnons enfin la collaboration franco-canadienne au projet américain U.A.R.S. dans le secteur des sciences spatiales WIND II.

Il est bon de rappeler ici que le Canada coopère avec la France dans le cadre des programmes de l'Agence spatiale européenne (ASE), plus particulièrement dans les secteurs de la télédétection (mise au point du satellite européen ERS-1) et des télécommunications.

D'autres projets existent aussi dans les secteurs de la recherche médicale, des sciences de la terre, de l'énergie, des matériaux, des technologies de l'information, des télécommunications, de la traduction assistée par ordinateur, de la normalisation de la langue scientifique, de l'environnement et des transports.

D'autre part, le Canada et la France coopèrent très étroitement dans le cadre des activités scientifiques du Groupe de travail sur la technologie, la croissance et l'emploi, mis sur pied lors du Sommet de Versailles. Deux dossiers retiennent surtout leur attention, celui de l'aquaculture, où le Canada fait figure de leader, et celui de la technologie de l'information appliquée à l'éducation, où le Canada et la France se partagent la présidence du projet ANTEM.

## **IX.**

### **La Maison des étudiants canadiens à Paris**

#### HISTORIQUE

La Cité internationale universitaire de Paris offre aux étudiants un ensemble de services uniques au monde. Située dans un parc de 40 hectares, elle comprend 37 résidences qui accueillent en permanence environ 5 500 étudiants.

Elle fut fondée en 1925 par le sénateur français André Honorat. Dès la même année, un banquier canadien de Montréal, le sénateur Marcellin Wilson, avait été séduit par le concept de la Cité universitaire; avec ses amis regroupés dans la Fondation Wilson, il prit à sa charge la totalité des frais de construction de la Maison des étudiants canadiens à Paris, ainsi que le coût de l'équipement et de l'ameublement. M. Wilson souhaitait donner aux jeunes Canadiens de tous les coins du pays l'occasion de se côtoyer dans leurs études en France comme leurs aînés s'étaient côtoyés pendant la Guerre.

Au nom du Canada, il fit don de la Maison à la fondation publique française qui administre la Cité universitaire pour le compte de l'Université de Paris.

Grâce à l'initiative du sénateur Wilson, le Canada eut l'honneur d'être le premier pays étranger à disposer d'une Maison à la Cité universitaire. De ce fait, la

Maison canadienne servit de modèle aux nombreuses Maisons étrangères qui par la suite vinrent s'établir sur les terrains de la Cité universitaire.

## FINANCEMENT

Jusqu'au lendemain de la Guerre de 1939-1945, les legs détenus par la Fondation Wilson suffirent à couvrir les frais de fonctionnement de la Maison. Cependant, l'épuisement des fonds et le coût croissant des frais d'entretien finirent par obliger les responsables de la Maison à s'adresser aux pouvoirs publics.

Voici le détail des contributions que le gouvernement fédéral et quelques gouvernements provinciaux ont versées à la Maison des étudiants canadiens de 1951 à 1983:

Gouvernement fédéral	759 000 \$
Gouvernement du Québec	412 500
(ne verse plus de subventions depuis 1978)	
Gouvernement de l'Ontario	223 750
Gouvernement de l'Alberta	20 000
Gouvernement du Nouveau-Brunswick	3 000
Gouvernement du Manitoba	1 000
Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard	500

En 1967, le gouvernement fédéral versa au titre du programme des Fêtes du Centenaire de la Confédération une subvention spéciale de \$510 000 pour construire deux ailes supplémentaires, ce qui porta le nombre de chambres de 47 à 102.

En 1985, devant la détérioration des lieux et afin d'équilibrer le budget par la rentrée accrue de fonds que représenterait un plus grand nombre de chambres, le gouvernement fédéral accorda à la Maison une subvention exceptionnelle de \$2 500 000. Ce montant servit à couvrir les frais de réfection du système de chauffage, des installations électriques et de la plomberie. De plus, des espaces non utilisés jusque-là furent aménagés, ce qui permit d'accroître le nombre d'unités de logement.

De son côté, le Comité canadien de la Maison des étudiants entreprit auprès des sociétés et des particuliers une vaste campagne de souscription qui a

rapporté jusqu'ici \$322 981. Voici les plus importants dons reçus à ce jour:

Fondation Georges et Hélène Vari	75 000 \$
Banque nationale du Canada	50 000
Société Seagram	50 000
Trust Général du Canada	25 000
M <sup>me</sup> Gertrude Wilson Raymond	20 000
Aluminium Alcan de France	18 700
Bell Canada	10 000

La Maison compte maintenant:

- 119 chambres;
- 6 ateliers d'artiste, soit une grande pièce servant d'atelier et de chambre à coucher et une salle de bain (lavabo et WC);
- 8 studios comprenant cuisinette, salle de bain (douche, lavabo, WC) et une mezzanine qui sert de chambre à coucher;
- 7 appartements comprenant salon, chambre à coucher, cuisine et salle de bain (douche, lavabo, WC).

La Maison accueille trois types de locataires:

- les résidents,
- les stagiaires (personnes ayant plus de 30 ans et qui viennent après quelques années de vie professionnelle se perfectionner à Paris, par exemple des professeurs en congé sabbatique),
- les passagers (personnes qui sont de passage l'été).

## GESTION

La gestion de la M<sup>É</sup>C incombe à un conseil d'administration qui siège à Paris (le Conseil d'administration de Paris); il est formé de cinq membres canadiens choisis parmi la colonie canadienne à Paris et de cinq membres français, dont le chancelier des Universités de Paris et le recteur de l'Université catholique de Paris; il est présidé par l'ambassadeur du Canada à Paris.

En 1948, la Fondation du début fut érigée en corporation par une loi du Parlement québécois sous le nom du «Comité au Canada de la Maison des étudiants canadiens». Ce comité a un conseil d'administration (le Conseil d'administration de

Montréal) qui comprend, sous la présidence de M. Jean Ostiguy, petit-fils du fondateur, M. Wilson, une quinzaine d'hommes d'affaires canadiens.

La nomination du directeur de la MÈC est prononcée par arrêté rectoral signé par le chancelier des Universités de Paris, sur la recommandation du Conseil d'administration de Paris, lequel fonde ses délibérations sur la recommandation que lui adresse le Conseil d'administration de Montréal.

M<sup>me</sup> Suzanne Viau dirige la Maison depuis 1972.

## RÉSIDENTS

La Maison compte en ce moment 150 personnes dont 105 sont des Canadiens. Fondée sur une base d'échanges, la politique de la Cité universitaire incite en effet chaque Maison nationale à accueillir 30 % d'étudiants appartenant à une autre nationalité, ce qui signifie que d'autres Canadiens logent dans diverses maisons de la Cité.

Les étudiants canadiens viennent de tous les coins du pays et représentent une gamme étendue de disciplines: humanités, sciences, arts visuels, arts d'interprétation, etc.

La Maison des étudiants canadiens à Paris est la seule institution de ce genre que possède le Canada à l'étranger et elle est un élément important de la présence du Canada dans la métropole française. Depuis 60 ans, elle a joué un rôle capital en permettant à des centaines d'étudiants, d'artistes et de chercheurs originaires de toutes les provinces du Canada de faire un séjour à Paris dans de bonnes conditions, de se connaître et de se faire des relations parmi des étudiants étrangers.



X.

## **Le Centre culturel canadien à Paris**

Le Centre culturel canadien a été créé en avril 1970. Situé au 5, rue de Constantine, au coeur du quartier parisien des Invalides, il vise à assurer une présence culturelle permanente dans la métropole française en produisant des activités dans les domaines des arts de la scène, des arts visuels et de la littérature. De plus, sa bibliothèque, sa vidéothèque et sa discothèque servent d'outils de référence au public en général et à de nombreux spécialistes. L'un de ses principaux objectifs est d'attirer l'attention des leaders d'opinion dans chacun des domaines de création afin d'assurer le maximum d'impact auprès du milieu culturel.

Comme exemples d'activités pour l'année en cours, signalons l'organisation d'environ 50 concerts, 15 expositions et de nombreux colloques et conférences. Parmi les événements marquants, il y aura le VIII<sup>e</sup> Festival franco-anglais de poésie, l'exposition *Paysages du Canada* (Collection Firestone) et une série très populaire de concerts-midi.

Le Centre est dirigé depuis octobre 1985 par M. Yoland Guérard, qui est assisté d'un spécialiste pour chaque discipline. L'équipe du Centre culturel canadien travaille en étroite collaboration avec les services culturels de l'ambassade et organise à l'occasion des manifestations qui viennent à toucher l'ensemble de la France.

# XI.

## L'Académie française

L'Académie française a été fondée en 1635 par le roi Louis XIII à l'instigation du cardinal de Richelieu, qui est reconnu comme son véritable fondateur.

Les premiers statuts de l'Académie française prescrivait qu'elle devrait rédiger un Dictionnaire, une Grammaire, une Rhétorique et une Poétique.

En fait, elle concentra ses activités sur le Dictionnaire, dont la première édition parut en 1694. Les éditions se succédèrent au cours des siècles et la plus récente, la huitième, fut publiée entre 1932 et 1935.

Depuis cette date, les académiciens préparent la neuvième édition; ils en sont en ce moment à l'examen des mots commençant par la lettre I.

L'Académie a souvent été en butte aux critiques à cause de la lenteur de ses travaux; elle fait valoir pour sa défense que son travail consiste à enregistrer l'usage et qu'un recul est nécessaire afin de ne retenir que les mots qui se sont véritablement imposés.

Quoi qu'il en soit, l'Académie est consciente que les progrès des sciences sont tels que l'accroissement des connaissances et des mots qui les désignent exige une accélération dans le rythme de ses travaux. Aussi a-t-elle décidé de publier son dictionnaire par fascicules échelonnés. Le premier paraîtra d'ici peu.

L'Académie depuis sa fondation ne comprend que 40 membres. Par tradition, elle a toujours accueilli dans ses rangs surtout des écrivains, mais qui sont de toutes sortes de disciplines: littéraires (roman, poésie, théâtre), historiques, politiques, juridiques, philosophiques. Traditionnellement, elle compte aussi des hommes d'Église, des militaires et des hommes politiques. En ce moment, il y a à l'Académie une majorité d'écrivains, mais aussi quatre hommes de science, un ancien chef d'État (M. Senghor) et cinq anciens ministres (MM. Edgar Faure, Alain Peyrefitte, Jacques Soustelle, Maurice Schumann et Maurice Druon).

Tout candidat doit être statutairement français, mais un membre actuel de l'Académie, M. Julien Green, a conservé sa nationalité américaine. D'autres qui siègent aujourd'hui à l'Académie ont été naturalisés français: M. Henri Troyat, né en Russie, M. Eugène Ionesco, né en Roumanie, M. Félicien Marceau, né en Belgique, et M. Léopold Senghor, né au Sénégal. Fait à signaler, l'Académie a ouvert ses portes pour la première fois à une femme en élisant en 1980 M<sup>me</sup> Marguerite Yourcenar.

Depuis sa fondation, l'Académie est placée sous la protection du chef de l'État.

L'Académie française et les quatre autres Académies (l'Académie des inscriptions et des belles-lettres, l'Académie des sciences, l'Académie des sciences morales et politiques, l'Académie des beaux-arts) composent depuis 1795 l'Institut de France. Toutes sont logées dans le palais que le successeur de Richelieu se fit construire, le Palais Mazarin.

# XII.

## Fiche documentaire de la France

Type de gouvernement

régime présidentiel, démocratie parlementaire,  
suffrage universel

Chef de l'État

Président François Mitterrand

Chef du gouvernement

Premier ministre Laurent Fabius

Ministre des Relations extérieures

Roland Dumas

Ministre du Redéploiement industriel et du Commerce  
extérieur

Édith Cresson

Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget

Pierre Bérégovoy

Superficie

549 000 km<sup>2</sup>

Utilisation des terres

surface agricole: 57,5%

surface boisée: 25,0%

autres: 17,5%

Population

55,1 millions d'habitants (1985)

Densité de population

100 hab. /km<sup>2</sup>

(Canada = 2 hab. /km<sup>2</sup>)

Capitale

Paris

PIB

4 016 milliards de FF (1985)

4 833 milliards de FF

(prévisions 1986)

Taux d'inflation

1985: 5,3%

1984: 6,7%

1983: 9,4%

Taux de chômage

10,1% (1985)

Taux d'escompte de la Banque de France

9,5%

Taux d'épargne

13,7%

Taux d'investissement

16,6% (du PIB)

Augmentation annuelle de la productivité

3,1% (1984)

Taux de change

5,15 FF = 1 \$CAN (février 1986)

Échanges commerciaux (1984)

Valeur totale des exportations:

90,8 milliards \$ÉU

Valeur totale des importations:

105 milliards \$ÉU

Valeur totale des exportations au Canada (en 000 \$CAN)

1985 (dix premiers mois):	1 444 917
1984	1 218 786
1983	840 977
1982	877 164

Principaux produits

automobiles, vins et alcools, pneus, livres et imprimés, barres et tiges d'acier, produits chimiques organiques, machines industrielles spécialisées

Valeur totale des importations en provenance du Canada (en 000 \$CAN)

1985 (dix premiers mois)	600 732
1984	700 746
1983	626 034
1982	705 447

Principaux produits

pâte de bois et pâtes similaires, poissons frais ou congelés, minéraux et concentrés de fer, bois d'oeuvre, produits chimiques inorganiques, moteurs d'avions et pièces, machines et matériel de bureau, matériel de télécommunications

Composition en pourcentage des exportations canadiennes vers la France (1984)

Animaux vivants:	0,6 %
Aliments, provendes, boissons et tabacs:	16,0 %
Matières brutes non comestibles:	24,9 %
Matières transformées non comestibles:	38,5 %
Produits finis non comestibles:	19,5 %
Transactions commerciales spéciales:	0,4 %

Principaux clients de la France (1984)

République fédérale d'Allemagne:	119,5 milliards de FF
Italie:	88,6 milliards de FF
Belgique/Luxembourg:	69,8 milliards de FF
États-Unis:	65,9 milliards de FF
Royaume-Uni:	64,4 milliards de FF

### Principaux fournisseurs de la France (1984)

République fédérale d'Allemagne:	167,4 milliards de FF
Italie:	89,2 milliards de FF
Belgique/Luxembourg:	74,4 milliards de FF
Royaume-Uni:	72,9 milliards de FF
États-Unis:	69,7 milliards de FF

### Investissements canadiens en France

305 millions \$ (1984)

### Investissements français au Canada

1 250 millions \$ (1984)

2,4% du total des investissements directs de la France à l'étranger

# XIII.

## Allocution du Premier ministre du Canada

lors du dîner d'État  
du 7 novembre 1984  
à Ottawa

Monsieur le Premier ministre de France,

Ai-je besoin de dire, Monsieur le Premier ministre, que c'est avec joie, chaleur et fierté que je vous accueille en terre canadienne?

À l'hommage que je rends à la haute fonction dont vous êtes investi, je veux ajouter l'expression de l'estime et de l'admiration que je porte à l'homme d'espoir et de talent que vous êtes.

Heureuse convergence que celle de grandes qualités mises au service d'un grand pays comme la France.

La France est un grand pays, en effet, par son destin, qui est lié à celui de l'aventure humaine; par ses penseurs et ses chercheurs, qui ont fait reculer les frontières de l'inconnu dans de si nombreuses directions; par ses artistes, dont tant d'oeuvres immortelles sont entrées dans le patrimoine de la civilisation universelle; par ses intrépides découvreurs, qui ont sillonné les mers et exploré les contrées les plus lointaines, dont la nôtre, où ils sont entrés en contact avec les premiers habitants de ce pays, nos compatriotes amérindiens.

Grande, la France l'est aussi par les épreuves surmontées et les souffrances dont elle a tiré une conscience encore plus claire de ce qu'elle représente dans le monde.



Mais la France, nous ne faisons pas que l'admirer : nous l'aimons aussi.

Comment pourrait-il en être autrement ?

Elle a contribué à faire de nous ce que nous sommes : des démocrates, inspirés de sa passion sacrée pour la liberté.

Elle a donné naissance à notre pays, où elle a laissé beaucoup d'elle-même.

Et il me plaît de rappeler devant vous, pour employer la belle expression de votre prédécesseur, M. Mauroy, que le « rameau », bien que détaché du tronc, n'en a pas moins fleuri.

Ce qui vaut à six millions d'entre nous le privilège inestimable de partager avec vous les trésors de votre langue et de vivre, nous aussi, dans la culture française.

Personne ne peut ignorer quelle tenacité et quel courage il a fallu aux ancêtres francophones pour garder ce patrimoine intact et le faire fructifier.

Nous sommes ici bien loin de la simple nostalgie et du folklore.

C'est plutôt d'engagement vital et de racines collectives qu'il faut parler.

Oui, ce sont vraiment les liens du cœur et de l'esprit qui nous unissent à la France, toujours vibrante de dynamisme, attentive aux idées et aux expériences neuves, quand elle n'est pas elle-même au centre de leur bouillonnement.

La France est grande, elle nous est chère et elle nous est aussi nécessaire.

Car il ne suffit pas de constater l'existence de ces liens indéfectibles que l'histoire et la culture ont forgés entre nous.

Il importe de leur donner vie et de les traduire en réalités d'État.

J'entends par là que la perception et le discours doivent déboucher sur la mise en application d'une véritable politique d'échanges, prise dans sa plus large acception.

Si vous me permettez ce paradoxe, l'histoire est plus que l'histoire et la culture dépasse la culture.

En effet, l'histoire est inséparable de l'avenir qu'elle

détermine et qu'elle embrasse déjà.  
Pareillement, il n'est pas d'activité humaine qui puisse être exclue de ce qui intéresse et nourrit une culture vivante.

Nous croyons que tout engage nos deux pays à emprunter ensemble la voie d'une croissance qui leur est promise.

Mais cette voie, elle passe inévitablement par une rencontre technologique, scientifique et économique. Nos relations doivent se déployer dans tous les secteurs de nos vies collectives.

Nous le devons à ce que nous sommes et à ce que nous voulons devenir.

La raison d'Etat l'impose aussi: nous n'aurons pas assumé notre culture commune si nous n'en assurons pas les assises et le prolongement économiques. Dans cette perspective, l'intensification de nos échanges commerciaux est d'une impérieuse nécessité.

La mise en place d'un authentique réseau économique servirait au mieux la cause de la francophonie internationale.

Le Canada se reconnaît en ce sens des obligations tout autant que des intérêts et souhaite s'y engager énergiquement.

Je vois dans le développement d'une active solidarité entre pays francophones l'ouverture d'une autre voie vers le redressement des injustices sociales, vers la promotion des droits de la personne et vers une coopération entre la France et le Canada sur la scène internationale.

En un mot, nous avons besoin de la France et si la France pense qu'elle a aussi besoin de nous, nous ne lui faillirons pas.

La France et le Canada sont unis par des liens culturels et linguistiques d'une ampleur exceptionnelle; nous devons veiller à préserver ces liens et à en étendre l'importance au-delà de leur seule portée historique.

La vigueur du patrimoine français au Canada et son rayonnement dans de nombreuses régions de notre pays me réjouissent grandement comme premier ministre et comme Canadien.

Je suis fier que le gouvernement du Canada et ceux de certaines provinces fonctionnent efficacement aussi bien en français qu'en anglais.

Ce sont là des signes manifestes et encourageants de la vitalité du bilinguisme au Canada, et mon gouvernement est résolument déterminé à continuer de promouvoir son expansion.

Je regrette que votre séjour parmi nous soit trop bref pour vous permettre, à vous et à Madame Fabius, de visiter d'autres régions du Canada comme les côtes de l'Atlantique et du Pacifique, les Prairies et le Grand Nord, et d'apprécier pleinement les multiples facettes de notre pays.

Vous seriez alors étonnés, je crois, par le dynamisme des collectivités francophones établies à l'extérieur du Québec, et je sais que vous en seriez ravis.

Vous pourriez constater vous-mêmes que le fait français est une dimension profonde et vitale de notre identité nationale.

La France, est-il nécessaire de le préciser, est le doyen de nos partenaires commerciaux. Pourtant, les relations commerciales entre nos deux pays sont encore loin d'avoir atteint la pleine mesure de leur potentiel.

Je sais que vous conviendrez avec moi, Monsieur le Premier ministre, que nous pourrions accroître considérablement la coopération économique entre nos deux pays.

L'important investissement que la société AMC-Renault vient de faire à Brampton, en Ontario, est un bon exemple du genre de coopération que nous devons promouvoir.

Les implantations de Michelin en Nouvelle-Écosse, de Pechiney et Canada Ciments Lafarge au Québec, d'Amok en Saskatchewan et de Charbonnage de France en Colombie-Britannique sont d'autres exemples d'investissements français fort bien accueillis.

Inversement, des sociétés canadiennes comme Massey Ferguson, Alcan, McCain Alimentaire, Polysar, McMillan Bloedel et Bata se sont constitué d'importants intérêts en France.

Par ailleurs, certaines grandes institutions bancaires françaises et canadiennes ont d'importantes ramifications dans l'autre pays. Nous devons faire fond sur ce genre de coopération, et je vous assure que le Canada continuera d'encourager activement les investissements directs de capitaux français.

Il existe, à cet égard, des possibilités particulièrement attrayantes de coopération future, notamment dans les sphères de la culture, des communications et des sciences et de la technologie.

L'intensification de la coopération économique entre nos deux pays exige la participation active de nos secteurs privés respectifs.

Je ne doute donc pas de l'opportunité de la rencontre que vous aurez demain avec les membres français et canadiens du Comité des gens d'affaires France-Canada afin de discuter avec eux des possibilités qui s'offrent pour l'avenir sur les plans de l'investissement, de la coopération industrielle et de la réalisation d'entreprises conjointes.

Point d'ambiguïté donc sur le rôle que le Canada entend jouer dans ses relations avec la France, non plus que sur sa volonté d'en faire un volet essentiel de sa politique étrangère.

La diplomatie ayant, à l'instar de la franchise, beaucoup à faire avec la réalité, je ne crois pas pouvoir parler des relations Canada-France sans évoquer celles qui se sont établies en parallèle entre Québec et Paris.

Je n'ai pas à rappeler ici, sinon pour les regretter, les désagréments auxquels ont donné lieu certaines incompréhensions ou équivoques.

Nous savons toutefois que plusieurs de ces difficultés se sont, depuis, résorbées.

Grâce, entre autres, au doigté et à la mesure dont a fait preuve votre gouvernement.

Afin de poursuivre et de mener à terme d'une façon harmonieuse le processus de détente qui s'est amorcé, il m'apparaît opportun d'indiquer les balises de ce qui serait pour nous un mode de fonctionnement respectueux des réalités juridiques et politiques qui nous sont propres.

Le gouvernement canadien entend exercer dans leur intégralité ses responsabilités constitutionnelles en matière de relations internationales.

Néanmoins, il considère tout à fait normal et souhaitable que le gouvernement québécois maintienne avec la France des rapports que justifie l'identité culturelle du Québec.

Nous reconnaissons donc la légitimité de relations privilégiées et directes entre Paris et Québec, dès lors qu'elles respectent et visent des sujets qui ne heurtent pas les compétences fédérales.

Le Québec est une partie essentielle du Canada, qu'il enrichit de sa culture française.

Il est inscrit dans la nature des choses que les Québécois perçoivent votre pays comme un partenaire dans la préservation et l'épanouissement de ce qui les distingue.

Entre ces balises, nous voulons nous en remettre au bon sens, à la loyauté et à la maturité des intéressés.

Pour sa part, le gouvernement que je dirige vient d'être plébiscité sur un programme de tolérance et de réconciliation nationale.

Il sait qu'il y a quelque chose, qu'il y a beaucoup de la France dans l'âme québécoise.

J'affirme que le fédéralisme tel que nous entendons le pratiquer, bien loin d'être une entrave au dialogue légitime entre Québec et Paris, en fécondera la portée et en augmentera la vigueur.

Ce que les Québécois retirent de leurs relations avec la France ne peut que bénéficier à l'ensemble de leurs compatriotes canadiens.

Et l'apport du Québec à la francophonie renforce du même coup la contribution du Canada en ce domaine aussi bien que son prestige dans le concert des nations.

Mon gouvernement se félicitera également de ce que votre pays entreprendra, dans le même respect des institutions, avec des groupes francophones hors Québec.

Chacun sait que je ne définis pas les rapports du gouvernement fédéral avec ses vis-à-vis provinciaux en termes de méfiance ou de surveillance, mais de confiance et de respect de leurs droits et de leurs aspirations.

Nous voici donc ramenés à notre point de départ: la grandeur de votre pays et des valeurs qu'il incarne.

Venue du fond des âges mais toujours à l'affût de l'avenir, la France est donc ici ce soir, en la personne de son Premier ministre, qui a voulu faire chez nous son premier voyage officiel.

Pour comprendre l'émotion qui nous anime, songez que cette présence s'accompagne pour nous d'une irrésistible évocation des esprits français qui ont illuminé et réchauffé le monde, de Molière à Diderot et à Michelet, de Beaudelaire à Pasteur et à Renoir, de Jaurès à Proust et à Jean Moulin, et de tant d'autres géants de la pensée et du coeur, du courage et de la création.

Puisque nous avons la témérité de nous réclamer d'eux, nous aussi, j'ajouterai que ces témoins des engagements que nous prenons seront autant de rappels de ce à quoi nous devons fidélité.

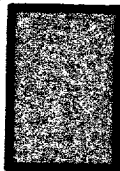
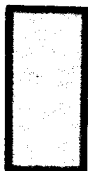
Je lève mon verre à Votre Excellence, au Président de la République française, qu'il me tarde de rencontrer, et à qui je vous prie de porter le témoignage de notre respect et de notre affection, et à la France éternelle.

## NOTES

doc  
CA1  
EA  
86027  
EXF

**Visit to France**  
**Right Honourable**  
**Brian Mulroney**

**FEBRUARY 20-21, 1986**





.62221470(E)

.62221482(F)

43-251-356

NON - CIRCULATING /  
CONSULTER SUR PLACE

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

MAR 1 1989

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



External Affairs  
Canada

Affaires extérieures  
Canada

**Official Visit  
to France of  
the Right Honourable  
Brian Mulroney**

**February 20-21, 1986**

# Table of Contents

I.	The Right Honourable Brian Mulroney Prime Minister of Canada	5
II.	Monsieur François Mitterrand President of the French Republic	7
III.	Monsieur Laurent Fabius Prime Minister of the French Republic	9
IV.	Canada and France, Allies and Friends	11
V.	Canada and France — Business Partners	15
	—Trade	15
	—French Investment in Canada	24
	—Banking and Financial Services	25
VI.	The Canada-France Businessmen's Committee	27
VII.	France-Canada Chambers of Commerce	31
VIII.	Scientific and Technological Co-operation	35
IX.	Canadian Student Centre in Paris	39
X.	Canadian Cultural Centre in Paris	43
XI.	The Académie française	45
XII.	France — Fact Sheet	47
XIII.	Notes for a speech by the Prime Minister of Canada at the State Dinner in Ottawa on November 7, 1984.	51

**The Right Honourable  
Brian Mulroney,  
Prime Minister  
of Canada**



Born March 20, 1939 in Baie Comeau, Quebec, Mr. Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

He holds a B.A. (Honours) in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia and a Bachelor of Law degree from Laval University, Quebec City.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada.

He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983 in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

He won the riding of Manicouagan, Quebec in the General Election of 1984 and led his Party to the largest majority in Canadian Parliamentary history.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May, 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada.

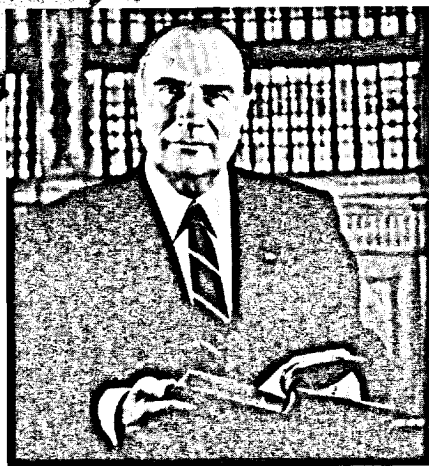
Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

He has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children.

II.

**Monsieur  
François Mitterrand  
President of the  
French Republic**



François Mitterrand was born on October 26, 1916 at Jarnac in the Charente. He studied sociology and French literature, obtained a degree in law and holds advanced degrees in public law and political science. In 1939 he was called up for military service, as a sergeant in the colonial infantry.

As a prisoner of war he was interned in central Germany, managing to escape after two unsuccessful attempts. In March 1942 (at the age of 25) he organized the main resistance effort among the prisoners of war. On August 27, 1944 General de Gaulle appointed him as a member of the first government of France to follow the Liberation, with the title of Secretary General for Prisoners of War, Displaced Persons and Refugees.

In 1946 he was elected as member of Parliament for the Nièvre. In 1947, at the age of 30, he entered the Ramadier government as Minister of Veterans' Affairs, the youngest cabinet minister in one hundred years. During the period of the Fourth Republic he was a member of eleven successive governments; his posts included those of Secretary of State in the Prime Minister's Office, Minister for France Overseas, Minister of the Interior and Minister of Justice. He was defeated in the parliamentary elections of December 1958.

Shortly afterwards he won the mayoralty of Château-Chinon, and became a senator for the Nièvre in April 1959.

In November 1962 François Mitterrand regained his seat in the National Assembly and associated himself with the Rassemblement Démocratique.

In the presidential elections of 1965 he ran as sole candidate of the Left. On December 5 he placed second after General de Gaulle and was the General's sole opponent in the second round of voting; he obtained about 45 per cent of the vote, while the General was re-elected President with 55 per cent.

In September 1965 M. Mitterrand became president of the Fédération de la Gauche démocrate et socialiste, and set about the task of uniting the established parties (Socialist and Radical) with the clubs which were, for the most part, attached to the Convention des Institutions Républicaines. In March 1967 and June 1968 M. Mitterrand was re-elected as member of Parliament for the Nièvre.

Following the Congress held at Épinay-sur-Seine in June 1971 he was elected as First Secretary of the Socialist Party. He was successively re-elected to this post at the Congresses of Grenoble (1973), Pau (1975), Nantes (1977) and Metz (1979). In the 1974 presidential election he was sole candidate of the Left, securing 49.5 per cent of the vote, while his opponent was elected with 50.5 per cent.

On May 10, 1981 he was elected President of the Republic in the second round of voting, with 51.75 per cent of the vote.

François Mitterrand has published a number of books, including *La Chine au défi*, *Le coup d'État permanent*, *Ma part de vérité*, *La rose au poing*, *L'Abeille et l'architecte*, *Ici et Maintenant*, and *Réflexions sur la politique extérieure de la France* (January 1986).

He is an Officer of the Legion of Honour (Military Division), and he has received the following decorations: Rosette de la Résistance, Médaille des Évadés and Croix de Guerre, 1939-1945, with three citations.

He has two sons, Jean-Christophe, born in 1946, and Gilbert, born in 1949.

III.

**Monsieur  
Laurent Fabius,  
Prime Minister of  
the Republic  
of France**



Laurent Fabius was appointed Prime Minister on July 17, 1984. He is the ninth Head of Government of the Fifth Republic, and the youngest since the nineteenth century.

Laurent Fabius was born in Paris on August 20, 1946, into a family of antique dealers. He followed courses of advanced study at the École Normale Supérieure, Rue d'Ulm (class of 1966) and the École Nationale d'Administration (class of 1973). He won first place in the agrégation competition in Modern Letters, and obtained the title of Professeur agrégé de l'université. After leaving the École Nationale d'Administration he obtained a post with the Council of State, being subsequently promoted to the rank of counsel in 1981.

Mr. Fabius has followed a political career at the local and at the national level. He was elected in 1977 as a municipal councillor in Grand-Quevilly in the Seine-Maritime (Upper Normandy), and was re-elected in 1983; in this capacity he served as senior financial assistant to the mayor, Senator Tony Larue. In 1978 he was elected as member of Parliament for the second electoral division of the Seine-Maritime, and was re-elected in 1981.



He joined the Socialist Party in 1974. Shortly afterwards he became secretary of the party's economic committee and then chief of staff to François Mitterrand. In 1976 he was made First Secretary and member of the Executive Committee, and, in 1979, National Secretary; his special responsibilities were communications and relations with the press. He worked closely with François Mitterrand and was the spokesman of the Socialist Party during the presidential election campaign of 1981.

M. Fabius was a minister in the three cabinets of M. Pierre Mauroy. He was Minister Delegate to the Minister of Economics and Finance, with responsibility for the budget, from May 1981 to March 1983, and then became Minister of Industry and Research. During the first half of 1984 he was chairman of the Council of European Ministers of Industry and Research. He is a strong advocate of the modernization of industry and of the development of the European community, his notable achievements in this area being the adoption, by the European Economic Community (EEC), of the scientific co-operation program "Esprit", the outline of a Program for the Development of Biotechnology, and a large-scale project for the encouragement of mobility and co-operation among European researchers.

M. Fabius is the author of a book entitled *La France inégale* (published in 1975) and *Le cœur du futur*. He has also co-authored a book with Robert Badinter under the title *Liberté, Libertés*, which was published in 1976.

He married in 1981. Mme. Françoise Fabius, who is a specialist in the sociology of communication, is herself a past member of the Executive Committee of the Socialist Party. She has directed the Institut socialiste d'études et de recherches, and has edited the theoretical journal entitled *Nouvelle revue socialiste*. The Fabius couple have two young children: Thomas, born in 1981, and Victor, born in 1982.

## **IV.**

### **Canada and France, Allies and Friends**

In the fall of 1984 Canada and France entered upon a new and promising phase in their political relations.

"I cannot talk about Franco-Canadian relations without mentioning the parallel relations that exist between Québec and Paris. I do not want to bring up the disagreements which resulted from misunderstanding or confusion, except to express my regret that they occurred. However, we all know that many of those difficulties have since been resolved, thanks in part to the tact and restraint shown by your government. In order to continue and bring to fruition this process of détente, I think I should state the guiding principles of what would be for us a process respective of our mutual legal and political realities.

"The Canadian government intends to exercise all of its constitutional responsibilities in the field of international relations. Nevertheless, it considers it completely normal and desirable that the Québec government maintain with France those relations justified by the cultural identity of the province of Québec. Thus we recognize the legitimacy of privileged, direct relations between Paris and Québec, as long as these relationships respect federal institutions and are involve subjects that do not conflict with federal jurisdiction."

These were the words of welcome which Prime Minister Brian Mulroney addressed to Prime Minister Laurent Fabius in Ottawa. On the same occasion, the French Prime Minister alluded to the similarity between the goals of the two governments, namely: "National reconciliation and economic renewal" for Canada, and "Unification and modernization" for France. Both of them proclaimed their desire to develop and improve relations between France and Canada. Fifteen months later the Canadian Prime Minister, responding to the invitation of President Mitterrand, observed that relations between Ottawa and Paris had definitely changed for the better.

The understanding between the two countries is reflected in a very special manner by the Summit meeting in Paris which brings together the heads of state and the heads of government of the countries which are associated through their use of the French language. This meeting, the first to give expression to Francophone solidarity, has to a large extent been made possible by the understanding between Ottawa and Québec.

Now that the political will has been clearly expressed, it is time for the architects of economic and industrial development to co-operate in the application of their specialized knowledge. "Tranquillity has been restored", to quote the words of a French journalist, and this should enable our two countries to give fresh impetus to the development of their economic relations through an effort to pool their experience. For we are increasingly conscious, on both sides of the Atlantic, of the interdependence of the Western economies, and increasingly concerned to ensure the necessary progress of international trade. Last October Canadian and French industrialists met in Paris at a major seminar for the purpose of exchanging views and studying joint projects. Both in Canada and France the current opinion is that "the future of international trade lies more in co-operation and technological exchange than in the mere dispatch of merchandise."

There is widespread awareness in Canada and France of the unproductive competition between our two countries, in our own domestic markets or in those of other nations, which results from the similarity of our industrial infrastructures. This state of affairs has

already convinced a number of French and Canadian business leaders that they must work together. The replacement of the agency for filtering foreign investment (FIRA) by the new agency "Investment Canada" has made it very much simpler for foreign businesses to establish themselves in Canada. Likewise, in France, the authorities are encouraging the establishment of foreign corporations which, besides bringing in their expertise, also offers the prospect of assisting in the fight against unemployment.

The fact that the United States is both the principal supplier and the principal customer of Canada is not stopping French industrialists in their search for new frontiers. The automobile industry offers us a clear example. The integration of this industry into a kind of sectoral North American common market widens the market which is immediately available to Franco-Canadian automobile companies. From the same standpoint, the forthcoming negotiation between Canada and the United States, of an increased liberalization of trade will assist the growth of international trade and will tend to make Canada one of the best avenues of access to the entire North American market.

It is noted in Ottawa and Paris that Franco-Canadian industrial co-operation is occurring principally among the makers of high-technology products, and particularly in the areas of transportation and communications. It is precisely these sectors of high added technological value that have provided the theme for Expo 86 (to be held in Vancouver from May to October). France was one of the first countries to announce its participation in Expo 86.

In the vast area of communications France and Canada, which are both well aware of the commercial value of what are now called cultural products, have successfully co-operated in the application of audio-visual techniques. The governments of both countries, applying the provisions of master-agreements which are models of their kind, have laid down the guidelines for a growing co-operative effort, reflected, during the past three years, in audio-visual co-productions valued at 70 million dollars, and in projects with a total value of 50 million dollars which are currently under study.

The establishment of the Franco-Canadian audio-visual Grand Prix is, in a sense, the culmination of this process.

In 1986 the bilateral agenda will be particularly heavy, because the three Joint Commissions (economic, cultural and scientific) will be meeting in the summer of this year, one of them in Vancouver. These meetings will provide the opportunity for a detailed review of the wide variety of Franco-Canadian co-operative activities.



V<sub>a</sub><sub>i</sub>

## **Canada and France — Business Partners**

### TRADE

The economic framework of our co-operation with France has not changed appreciably in the past few years, except for the election of a new Canadian government that is more desirous than ever of giving priority to relaxed and meaningful relations with France in the pursuit of our common goal - improved economic, trade and technological relations on both sides of the Atlantic.

These interests correspond with the aims of the French government, whose economic concerns also find expression in a global strategy of expansion in which Canada occupies a place of growing importance.

In 1984, France was our ninth largest trading partner in the world and our fourth largest trading partner in Western Europe. In the past ten years, our trade with France increased each year up to 1980; thereafter our exports declined steadily to \$1.5 billion in 1983, as reported by Statistics Canada. This was a modest figure, in view of the fact that our total foreign trade in 1983 was \$164 billion and that France's total foreign trade was \$241 billion. Just as Canada's foreign trade is dominated by trade with the United States, France's foreign trade is centred on the EEC, which accounts for 50% of its imports. If we exclude this 50%, our share of the French market amounts to 1.4%. In 1983,

our exports to France accounted for roughly 0.7% of our total exports; but if we exclude our exports to the United States, 2.6% of our sales were made to France.

In 1984, our bilateral trade with France reached a new high of \$1.9 billion, with our exports growing by 11% to \$701 million, and French exports to Canada growing by 45% for a total of \$1.2 billion. The strength of the dollar in relation to the French franc has no doubt encouraged this growth in our imports of French products, and partly explains our trade deficit with France since 1982. Over the years, the structure of our bilateral trade has not changed much. Our exports to France consist mainly of primary products and semi-finished goods, whereas our imports include principally consumer goods, wine, automobiles, printed matter, and so on.

Our exports to France rose by 11% in 1984, primarily because of a recovery in our sales of wood pulp, telecommunication and related equipment, and crude non-metallic minerals. However, our wheat exports declined by 50%; our exports of iron ores and concentrates and food products (meat) remained stable in 1984.

In the first ten months of 1985, our exports to France totalled \$600 million, an increase of 3% over the same period in 1984 (\$584 million).

In 1984, our imports from France were 44.9% higher than in 1983, reaching a record \$1.2 billion. This increase was largely attributable to wine (\$49.1 million), passenger automobiles and chassis (\$31.7 million), motor vehicle parts (\$25.6 million), and steel bars and rods (\$16 million). The only marked decline was in the category of specialized industrial machinery.

Among the major characteristics of French exports to Canada are their destination (more than 50% to Quebec), the high proportion of consumer goods (such as automobiles, tires, wine and liquor, and books).

In the first ten months of 1985, our imports from France totalled \$1.4 million, an increase of 12% over the same period in 1984 (\$1.02 million).

However, expansion of our trade and business with France is dependent on the world economic situation

and, at the same time, on the economic scenario in France itself.

Our exports will be directly affected, among other things, by the rate of growth of the French economy in the coming years, the strength or weakness of our respective currencies, the percentage of personal income spent on consumer goods, and the investment activities of companies.

## Energy and Minerals

In 1984, for the first time, Canada sold more than \$26 million of coal to France. French investments in this sector in Canada and the imposition of restrictions on imports from certain countries should enable us to increase our sales in 1986. After a slight decline, our sales of ores and concentrates were up in 1985 and should remain steady in 1986.

## Forest Products

Our exports of forest products to France, which began to decline in 1983 as a result of the rise in the dollar and vigorous competition from Scandinavia, remained relatively low in 1984 and 1985. However, the situation should improve in the short and medium term, because of the stabilization of the dollar and the upswing in the construction industry.

Since France is unable to meet its enormous requirements for wood, the Canadian industry should once again be able to increase its penetration of the French market, assisted by the marketing drive now underway.

## Fishery Products

In 1984, France's deficit for all fishery products combined was 6.1 billion francs, a 7% increase over 1983.

Canada is France's sixth largest supplier of fishery products, in terms of tonnage and value. Canada's exceptional geographic location gives it access to



huge and varied fishery resources. Pacific salmon and other fresh fish make up most of our seafood exports to France.

France's trade deficit in fishery products continues to increase despite a number of steps taken by the French government to reduce it. For Canadian exporters, participation in the Salon International de l'Alimentation in Paris in October 1986 should be a fresh opportunity to become acquainted with this important market.

## Agricultural Products

France is one of the world's primary producers of agricultural and food products. It had a positive agri-food trade balance of 29.8 billion francs in 1984.

Despite this figure, total French agri-food imports for 1984 were valued at 107 billion francs, 932 million of which came from Canada. Wheat, rapeseed and other oilseeds, fresh meat and processed food products represent the bulk of our exports to France, namely 16% of the total.

The range of Canadian agri-food products available in France could be increased, particularly so-called specialty products which have and will continue to have a place in this sophisticated market.

## High Technology Products

In 1984, 10% of French imports of data processing products came from Canada. Along with the United States, which supplies 46% of France's imports in this field, Canada is a major supplier in this market.

Our telecommunication products, semiconductors, electronic equipment parts, electronic components and software have been marketed successfully in France, despite vigorous competition from the United States and European countries in general.

## Tourism

Tourism between Canada and France has for some time been dependent on the exchange rate between the Canadian dollar and the French franc; until quite recently, the rate was rather unfavourable for French tourists and travellers.

Nevertheless, 120,000 French tourists visited Canada in 1984. With the attraction of Expo 86 in Vancouver this year, and continuing promotion of Canada as a place for tourists to visit, there should be a considerable increase in the number of French tourists in 1986.

## MAIN CANADIAN IMPORTS FROM FRANCE

Cumulative quarterly trade (thousands of Canadian dollars)

COMMODITY	First		Second		Third		Fourth	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
1. Beverages (incl wine)	18,759	16,280	50,558	45,144	92,684	86,572	133,940	n.d.
2. Passenger automobiles and chassis	33,673	8,773	61,023	23,502	69,187	37,299	78,740	
3. Distilled alcoholic beverages	6,781	7,479	17,184	15,184	30,017	28,239	40,072	
4. Plate, sheet and strip, steel	8,869	6,548	19,937	16,964	27,883	33,715	38,361	
5. Motor vehicle parts, except engines	5,084	12,064	18,850	22,686	31,817	34,558	38,198	
6. Books and pamphlets	10,303	7,317	19,230	16,081	26,606	24,237	35,877	
7. Aluminum, including alloys	7,821	13,313	15,130	26,549	25,333	37,770	35,706	
8. Organic chemicals	12,820	13,423	22,817	26,381	28,441	34,561	35,545	
9. Bars and rods, steel	4,911	7,411	12,046	17,004	21,956	29,031	30,045	
10. Other personal and household goods	6,470	6,456	12,570	14,693	22,147	26,273	29,538	
11. Outerwear, except knitted	9,024	10,697	13,361	15,951	24,453	30,574	29,416	
12. Kitchen utensils, cutlery, tableware	5,376	4,630	10,374	11,297	17,648	18,121	24,769	

13. Other transportation equipment	5,063	7,817	11,461	12,161	16,090	15,736	22,038
14. Other special industry machinery	6,779	2,709	10,236	5,280	15,139	8,208	18,772
15. Other iron and steel and alloys	2,356	2,349	7,540	7,991	12,102	11,233	16,902
16. Medical, ophthalmic, orthopaedic supplies	4,265	3,917	8,798	8,794	12,726	12,643	16,880
17. Miscellaneous equipment and tools	3,552	3,119	8,074	8,145	13,239	15,284	16,799
18. Newspapers, magazines and periodicals	3,467	4,394	8,067	7,155	12,722	9,973	16,273
19. Wheel tractors, new	3,620	2,579	6,510	6,088	8,912	11,117	14,999
20. Other measuring, laboratory equipment	2,844	5,335	5,592	11,512	10,438	15,044	14,885
Subtotal	161,837	146,610	339,358	318,562	519,540	520,288	687,755
Others	121,338	134,117	262,949	307,394	399,187	491,078	531,733
TOTAL	283,175	280,727	602,307	625,956	918,727	1,011,366	1,219,488

## MAIN CANADIAN EXPORTS TO FRANCE

Cumulative quarterly trade (thousands of Canadian dollars)

COMMODITY	First		Second		Third		Fourth	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
1. Wood pulp and similar pulp	17,236	22,696	50,527	54,298	84,763	77,798	121,743	n.d.
2. Fish (all categories)	7,160	7,433	10,158	10,895	29,258	23,867	56,054	
3. Other crude non-metallic minerals	3,122	3,687	12,007	10,529	24,850	28,095	39,695	
4. Lumber, softwood	11,197	7,876	22,070	11,710	30,626	15,170	35,035	
5. Radioactive elements and isotopes	458	21,275	n.d.	26,313	5,365	64,655	28,988	
6. Coal	6,105	2,098	12,479	5,865	18,968	20,333	26,102	
7. Asbestos, unmanufactured	2,724	8,403	5,569	8,403	16,395	8,794	25,654	
8. Iron ores and concentrates	3,972	15,980	6,978	27,883	15,954	40,080	25,129	
9. Office machines and equipment	4,347	12,817	11,851	21,648	19,908	25,800	24,787	
10. Telecommunication and related equipment	2,741	5,128	8,889	10,503	14,299	15,930	21,640	
11. Zinc in ores, concentrates and scrap	4,624	—	9,767	5,487	11,465	11,161	17,924	
12. Meat, fresh, chilled or frozen	4,484	3,970	9,945	8,271	13,754	12,221	17,597	

13. Fertilizers and fertilizer materials	42	2,558	2,989	6,251	11,923	9,525	17,533
14. Wheat	7,476	2,251	12,444	8,625	12,444	11,988	16,733
15. Rapeseed	8,797	—	14,890	—	14,890	—	14,890
16. Aircraft engines and parts	3,205	5,681	6,560	15,140	10,137	22,842	14,367
17. Navigation equipment and parts	3,764	2,312	6,054	3,736	11,756	6,359	12,892
18. Sulphur	2,724	8,403	5,569	8,403	8,577	13,433	12,515
19. Metal fabricated basic products	2,390	1,564	4,704	2,538	5,355	3,007	7,337
20. Live animals	1,256	149	3,490	318	3,691	628	4,302
Subtotal	97,815	134,461	—	246,816	364,378	411,686	540,917
Others	43,072	41,689	—	94,494	118,776	114,102	159,829
TOTAL	140,887	176,150	317,309	341,310	483,154	525,788	700,746

## FRENCH INVESTMENT IN CANADA

France has recently stepped up its foreign investment promotion activity to a considerable extent. Last June, for example, the French Cabinet took definite steps to make it easier for foreign investors to establish themselves in France and to intensify the French search for potential foreign investment.

Similarly, the French government and the Conseil national du patronat français have taken a number of measures to encourage French concerns to locate abroad, as this is sometimes the only means of increasing market share.

The breakdown of France's foreign investment shows that the United States receives the lion's share, with 31.1% of the total in 1983, followed by the principal members of the EEC (Federal Republic of Germany, Belgium, Spain, Great Britain, Switzerland and Italy). Canada nevertheless receives about 3% of total French foreign investment.

The level of French direct investment in Canada has been increasing steadily since 1980 and totalled \$1.25 billion in 1984.

Apart from a number of large investments or projects presently under way, such as the AMC/Renault plant at Brampton, Ontario, French investment in Canada seems to originate to an increasing extent in France's small business sector, which sees Canada as a testing ground in which it is possible to acquire experience of North American business practice.

The Canadian government has taken a number of important steps to encourage French industry to invest in Canada. For instance, it has established an investment promotion program at the Canadian Embassy in Paris, complemented by an advertising campaign.

## BANKING AND FINANCIAL SERVICES

Although Paris, as a financial centre, does not have the importance or scale of London or New York, it is nevertheless very active, particularly on the European currency market.

The Toronto and Montreal stock exchanges maintain close relations with the Paris stock exchange, and they are working together on a number of joint projects, such as the listing of French companies in Canada.

Five Canadian banks have branches or offices in Paris, as do two large Canadian brokerage and investment houses, three insurance companies and three chartered accounting firms.

Conversely, a number of large French banks have taken advantage of the increased flexibility of Canadian legislation to establish branches in Montreal and Toronto. They include the Crédit Lyonnais, Banque Paribas, the Banque Nationale de Paris and the Crédit Commercial de France.



## **VI.**

### **The Canada-France Businessmen's Committee**

A recognition that economic and trade relations between Canada and France needed fresh stimulus led a number of individuals and organizations to examine, at some length, the idea of setting up a Businessmen's Committee which would play a leading role in both countries.

In France, the Conseil national du patronat français and the France-Canada Chamber of Commerce were both strongly in favour of the idea.

The project took shape when Mr. Trudeau, then Prime Minister, visited France in November 1982 and announced the creation of a Canada-France Businessmen's Committee.

The Canadian government helped to set up this committee, which is, however, independent of both governments.

The first Canadian co-chairman was Mr. Raymond Garneau, who held this office until August 1984, when he decided to return to politics. He was succeeded by Mr. Michel Bélanger, President and Chief Executive Officer of the National Bank of Canada. In addition to Mr. Bélanger, there are sixteen (16) other Canadian businessmen on the Committee; they come from all parts of the country and represent the major economic

sectors of Canada, such as forestry, telecommunications, agri-food, and finance.

Mr. Jean Pineau, Vice-President of Air Liquide and Honorary President of the France-Canada Chamber of Commerce, is the French co-chairman of this Committee.

The major objectives of the group are:

- to increase economic and trade relations between our two countries
- to strengthen ties between our businessmen
- to promote industrial co-operation and investment
- to study the opportunities for launching joint projects on other countries

Since it was created, the Committee has held four meetings — two in France, and two in Canada.

The Committee's first meeting was held at Versailles in July 1983. The major topics discussed were the economic situations of our two countries and the problems that Canadians were encountering in connection with the export of certain products to France.

The second meeting was held in Montreal in October 1983. Trade strategies and investment opportunities for both countries were discussed.

The Committee decided at that time to concentrate its efforts on a few specific sectors of economic activity. To this end, it set up study groups to examine the possibilities of industrial co-operation in the following sectors: public transportation, forestry products, agri-food, fishery products, aeronautics, and telecommunications.

At its third meeting, held in Paris in November 1984, the Committee concluded that opportunities for co-operation existed in certain sectors, such as the agri-food industry, the automobile industry, and the energy industry (oil and gas), while in other sectors there was a need for further discussions on a medium and long term basis. The study group on telecommunications concluded that that their sector offered few opportunities for industrial co-operation, mainly because our respective countries had made different

technological choices and, moreover, were competing keenly for the same international markets.

At its most recent meeting, held in Toronto in May 1985, the Committee made a more detailed examination of the conclusions reached by the agri-food sub-group, and also considered the consulting engineering sector. Three new Canadian members were appointed at this time. The next meeting of the Committee is scheduled for February 1986 in Paris.

## CANADA-FRANCE BUSINESSMEN'S COMMITTEE

### LIST OF CANADIAN REPRESENTATIVES

Michel Bélanger	National Bank of Canada
G.W.F. McCain	McCain Foods Limited
Conrad Black	Argus Corporation Ltd.
Paul G. Desmarais	Power Corporation of Canada
Jean de Grandpré	Bell Canada Enterprises
André Bisson	Bank of Nova Scotia
Laurent Beaudoin	Bombardier Inc.
Bruce I. Howe	B.C. Resources Investment Corporation
Roger Phillips	IPSCO Inc.
T. Michael Apsey	Council of Forest Industries of B.C.
R. Wilson	Redpath Industries Limited
B.F. Isautier	Canterra Energy Ltd.
Robert Brady	Westar Mining Inc.
Bernard Lamarre	Lavalin Group
Bernard Lamaire	Cascades Group
Maurice Ferty	AMC/Renault Canada

## LIST OF FRENCH REPRESENTATIVES

Jean Pineau	L'Air Liquide
Alain Joly	L'Air Liquide
Philippe Boulin	Conseil national du patronat français
Guy Brana	Thomson-Lucas
Jean-Pierre Brunet	Compagnie Générale d'Electricité
Robert Charial	Société Colas
Philippe Clément	Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
François Essig	Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
Georges Besse	Régie Renault
Michel Leclere Bessonnet	Régie Renault
Jean-Luc Lagardère	Matra
Olivier Lecerf	Lafarge Coppée
Jean François	Lafarge Coppée
Jean Martre	Société Nationale Aérospatiale (SNIAS)
Jérôme Monod	Société Lyonnaise des Eaux

## VII

### France-Canada Chambers of Commerce

In addition to the Canada-France Businessmen's Committee, there are two very important private organisations that promote our bilateral economic and trade relations: they are the France-Canada Chamber of Commerce and its Canadian counterpart, the French Chamber of Commerce in Canada.

#### The France-Canada Chamber of Commerce

This Chamber of Commerce came into being in Paris in 1955, as the Economic Committee of the Institut France-Canada. Since 1979, it has been a separate association recognised by the Ministre du Commerce and authorized by the Ministre de l'Intérieur.

The France-Canada Chamber of Commerce is the only private organization in France with exclusive and continuing responsibility for fostering commercial, industrial, financial and tourist relations between France and Canada.

The France-Canada Chamber of Commerce provides information, contacts, and assistance; to this end, it publishes a monthly review, *Information Canadienne*, and an annual volume, *Guide des affaires franco-canadiennes*.

Since 1983, the France-Canada Chamber of Commerce has had regional representatives throughout France, all of whom work in close co-operation with local administrative and economic authorities, with traditional chambers of commerce, and with sectorial federations.

The France-Canada Chamber of Commerce operates an information and documentation centre and organizes seminars, lectures, luncheons, debates, and other activities designed to promote its objectives.

Since its inception, the France-Canada Chamber of Commerce has remained a "centre where Canadian and French citizens can meet, and engage in activities designed to foster relations between our two countries; it will strive to be a useful adviser to all French citizens desirous, in some way, of focussing their activities on Canada. To this end it will co-operate with the authorities, professional agencies, local chambers of commerce, and all groups in our country which are interested in Canada."

## The French Chamber of Commerce in Canada

The primary objective of the French Chamber of Commerce in Canada is to facilitate and promote increased private economic relations between France and Canada, by offering specific personalized assistance to businesses.

The French Chamber of Commerce in Canada therefore acts as a host to French businessmen who are visiting Canada individually or in groups, or who are established here, and aims at providing them with helpful advice and useful contacts. It thus complements the activities of official services, and also, through close relations, helps to promote French trade shows in which it encourages Canadian participation.

The French Chamber of Commerce in Canada also publishes the review *Action Canada-France*.

The French Chamber of Commerce in Canada has local branches in Calgary, Quebec City, Montréal, Toronto and Vancouver. It often acts as host to

missions from its Parisian counterpart, the France-Canada Chamber of Commerce.

As time has passed, this Chamber of Commerce has acquired the character of a Franco-Canadian organization, and has admitted Canadians to membership of its Board and to the office of President. The activities of the French Chamber of Commerce in Canada can be placed in three categories:

- a promotion/public relations department
- a documentation/information/publication department
- a commercial payment facilities/office services department

However, its ultimate objective is to contribute to increased harmonious economic relations between the private sectors in Canada and France, for the benefit of its members.

# VIII.

## Scientific and Technological Co-operation

Canada's formal scientific and technological relations with France date back to 1969 when the first Scientific Sub-Commission met independently of the Cultural Commission, which had been established by the Cultural Agreement of 1965. In 1973, there was an Exchange of Letters between the two governments, providing for meetings to review scientific and technological questions, encouraging scientific exchanges between France and Canada, and providing for the financing of such exchanges (particularly the Researcher Month Program).

Scientific co-operation between our two countries has made excellent progress. Informal exchanges between scientists and members of the university community, concerned primarily with basic research, are numerous and fruitful. More formal co-operation also exists among government departments concerned with scientific and technical matters. Several large-scale scientific projects such as the Hawaii Telescope must also be mentioned.

At the last Franco-Canadian Joint Scientific Commission in 1984, the results of co-operation with France were reviewed and a work plan was established for 1985 and 1986. Three priority areas of co-operation were identified (biotechnologies,



oceanography and space), and both countries pledged to devote their maximum financial and human resources to them.

In the area of biotechnologies, co-operative activities will concentrate on: agriculture — improvement of plant species (molecular biology, cellular multiplication techniques, cloning, endogenesis, immunology, nitrogen fixation, and protection of plant life); and animal health (genetic analysis, tissue culture and immunology). The Biotechnology Conclave, held at Montebello in April 1984, brought together representatives from the French and Canadian pharmaceutical and agri-food industries, the financial community and government. At this meeting, a task force of business representatives was set up and given a mandate to stimulate industrial co-operation. After two years, contacts between companies have been established and co-operative activities are under way.

In the field of oceanography, Franco-Canadian co-operation is based on a Letter of Intent which France's National Centre for Ocean Development (CNEXO) and Interdisciplinary Oceanographic Research Program (PIRO) — two bodies now amalgamated into the Interdisciplinary Oceanographic Research Program (IFREMER) — exchanged with the Canadian departments responsible for Fisheries and Oceans and Energy, Mines and Resources. Five major areas of co-operative research in oceanography and marine geosciences are being actively cultivated and both sides are satisfied with the progress made. Research is being conducted on carbon dynamics in the ocean floor environment, mid-ocean ridges and hydro-thermal processes, aquaculture and marine pollution, and there is an exchange on data management for coastal zones and fisheries. Lastly, a French-English thesaurus covering ocean and fisheries sciences is being prepared. Other important projects which are not covered by the Letter of Intent are also in progress, in particular the joint development of the SAGA nuclear-powered research submarine by Canadian and French firms.

Lastly, both countries have recognized the importance of space in terms of its scientific and technical development and its industrial potential. Several successful co-operative projects should be mentioned,

particularly the COSPAS-SARSAT multilateral search and rescue program, in which Canada and France have worked closely (with the United States and the Soviet Union) to establish an operational system. Important negotiations are also under way in the field of remote sensing for the purpose of establishing direct reception of data from France's SPOT satellite by Canadian stations and in the marketing of such data in Canada and the United States. Mention should also be made of Franco- Canadian participation on the American UARS project in the WIND II space sciences sector.

In addition, Canada co-operates with France through programs of the European Space Agency (ESA), especially in the areas of remote sensing related to the development of the European ERS-1 satellite and to telecommunications.

Other projects are being carried out in the fields of medical research, earth sciences, energy, raw materials, information technology, telecommunications, computer-assisted translation, standardization of scientific language, environment and transportation.

Moreover, Canada and France are co-operating very closely in the scientific activities of the task force on technology, growth and employment established at the Versailles Summit. Of particular note are the areas of aquaculture, in which Canada is a leader, and information technology as applied to education (ANTEM). Canada and France are jointly responsible for the latter project.

**IX.**

## **Canadian Student Centre in Paris**

### **BACKGROUND**

The international university campus of Paris offers students facilities which are unique. Located in a 40 hectare park, the campus includes 37 student centres housing approximately 5,500 residents year round.

The campus was founded in 1925 by the French Senator André Honnorat. In that same year, a Canadian banker from Montreal, Senator Marcellin Wilson, was so delighted by the concept of the campus that, together with friends, he created the Wilson Foundation and assumed all of the construction costs for the Canadian Student Centre in Paris, as well as the cost of equipment and furnishings. Mr. Wilson's desire was to enable young Canadians from across the nation to become acquainted through study, as their elders had become acquainted by sharing the hardships of the First World War.

On behalf of Canada, he bequeathed the Centre to the French public foundation which administers the campus for the University of Paris.

Through Senator Wilson's initiative, Canada had the honour of being the first foreign nation to have a centre of its own on the campus. The Canadian Centre therefore served as a model for the many other foreign student centres which were subsequently established there.

## FINANCING

Until the period following World War Two, bequests to the Wilson Foundation were enough to cover the operating costs of the Centre. However, the depreciation of the currency and the rising cost of maintenance forced the Centre's administrators to turn to the government for assistance.

The following breakdown shows the financial contributions that the federal government and some provincial governments made to the Canadian Student Centre in the period 1951-1983:

Federal government	\$759,000
Quebec government (has not provided funding since 1978)	412,500
Ontario government	223,750
Alberta government	20,000
New Brunswick government	3,000
Manitoba government	1,000
Prince Edward Island government	500

In 1967, as part of its program for the Centennial celebrations, the federal government made a special grant of \$510,000 for the construction of two additional wings for the Centre, thus increasing the number of rooms from 47 to 102.

In 1985, the dilapidated state of the Centre, and the need to balance the budget by securing increased revenues from a larger number of rooms, led the federal government to grant an exceptional subsidy of \$2,500,000. This amount covered the costs of renovating the heating, electricity and plumbing facilities, and was also used to convert previously unused space into new housing units.

Furthermore, the Canadian Committee for the Canadian Student Centre launched an extensive fund-raising campaign, aimed at both companies and individuals, which has so far brought in \$322,981. The most important donations received to date are as follows:

Fondation Georges et Hélène Vari	\$75,000
National Bank of Canada	50,000
Seagram Limited	50,000
Trust Général du Canada	25,000
Mme Gertrude Wilson Raymond	20,000
Alcan Aluminum of France	18,700
Bell Canada	10,000

The Centre now comprises

- 119 rooms,
- 6 artist's studios (each comprising a large room that serves as studio and bedroom, and a bathroom with toilet and sink)
- 8 studios comprising a kitchenette, bathroom (shower, sink, toilet) and a mezzanine that serves as a bedroom
- 7 apartments comprising a living room, bedroom, kitchen and bathroom (shower, sink and toilet).

The Centre receives three types of tenants:

- residents
- trainees (persons over the age of 30 who, after some years of professional activity, have come to Paris to upgrade their skills, for example, professors on sabbatical leave)
- transients (summer visitors).

## MANAGEMENT

Management of the Canadian Student Centre (CSC) is the responsibility of a Board of Trustees which sits in Paris (the Paris Board of Trustees). The Board is composed of five Canadian members chosen from the Canadian community in Paris, and five French members, including the Chancellor of the Universities of Paris and the Rector of the Catholic University of Paris. The Chairman of the Board is the Canadian Ambassador in Paris.

In 1948, the original Foundation was incorporated by an Act of the Quebec Legislative under the name of "The Canadian Committee of the Canadian Student Centre". This committee has a Board of Trustees (the Montreal Board of Trustees) which is made up of fifteen Canadian businessmen and chaired by Mr. Jean Ostiguy, grandson of the original founder, Mr. Wilson.

The director of the CSC is appointed by a rectorial order signed by the Chancellor of the Universities of Paris, on a recommendation by the Paris Board of Trustees, whose decision is based on a recommendation by the Board of Trustees of the Canadian Committee in Montreal.

Mrs. Suzanne Viau has been the Centre's director since 1972.

## RESIDENTS

The Centre has at present 150 residents, of whom 105 are Canadians. The policy of the international campus is based on exchange, and therefore each national centre is urged to draw 30% of its student residents from other nationalities; this means that there are other Canadian students housed in various centres on the campus.

Canadian student residents come from all parts of the country and from a wide range of disciplines, including the humanities, sciences and visual and performing arts.

The Canadian Student Centre in Paris is the only institution of its kind that Canada has abroad, and it makes an important contribution to Canada's presence in the Paris region. For 60 years, the Centre has played a vital role by enabling hundreds of students, artists and researchers from every province in the country to stay in Paris in favorable conditions, to get to know one another, and to establish contacts with students from other countries.

X

## Canadian Cultural Centre in Paris

The Canadian Cultural Centre, located at 5, rue de Constantine, in Paris, was established in April 1970. Situated in the heart of the Invalides district, the Centre is intended to provide a permanent cultural presence in the metropolis through the promotion of activities in the fields of the performing arts, visual arts and literature. In addition, it maintains reference resources in the form of a library, video collection and record collection, which are available to the general public and the numerous visiting specialists. One of the principal objectives of the Centre is to attract leaders of opinion in each of the creative fields so as to ensure a major impact on the cultural environment.

The activities for the current year include the organization of some 50 concerts, 15 exhibitions and numerous conferences and lectures. Notable major events include the Eighth French-English Festival of Poetry, the exhibition *Paysages du Canada* (Firestone Collection), and the organization of a highly successful series of noon-hour concerts.

Since October 1985, Mr. Yoland Guérard has been the Centre's director, assisted by a specialist in each discipline. It should be noted in closing that the staff of the Canadian Cultural Centre work in close collaboration with the cultural services of the Embassy, and that they organize, from time to time, events which take place outside Paris.



# XI.

## The Académie Française

The Académie Française was founded in 1635 by King Louis XIII at the instance of Cardinal de Richelieu, who is regarded as its real founder.

The original statutes of the Académie Française required it to produce a Dictionary, a Grammar, a Rhetoric and a treatise on Poetics.

In actual fact it concentrated its efforts on the Dictionary, the first edition of which appeared in 1694. Further editions appeared in the succeeding centuries, and the eighth, which is the most recent, was published in the years 1932-35.

In the years which have followed the Academicians have been at work on the ninth edition and are currently examining words beginning with the letter I.

The Académie has often been criticized for the slowness of its work. Its rejoinder is that its task is to record French usage, and that it has to allow some time to elapse before it can determine which words have really found their place in the language.

In any case, the Académie is aware that scientific progress is increasing knowledge, and the stock of words which denote its objects, so rapidly that work will have to proceed at a faster pace. It has

accordingly decided to publish its dictionary in a series of fascicles, of which the first will appear shortly.

From the very beginning the Académie has never had more than 40 members. Traditionally it has given preference to writers, who are, however, drawn from a great variety of disciplines, such as literature (novels, poetry, drama), history, politics, law, and philosophy. Its tradition has also found a place for churchmen, soldiers and politicians. At the present time the majority of the members are writers, but they also include four scientists, a former head of state (Mr. Senghor), and five former cabinet ministers (Messrs Edgar Faure, Alain Peyrefitte, Jacques Soustelle, Maurice Schumann and Maurice Druon).

According to the statutes, every candidate for membership must be French, but one of the present members, Mr. Julien Green, has kept his American nationality. The current membership also includes persons who have acquired French citizenship by naturalization, namely: Mr. Henri Troyat, born in Russia, Mr. Eugène Ionesco, born in Rumania, Mr. Félicien Marceau, born in Belgium, and Mr. Léopold Senghor, born in Senegal. It is to be noted that the Académie opened its doors to a woman for the first time in 1980, when it elected Mrs. Marguerite Yourcenar.

From the time of its foundation the Académie has been under the protection of the Head of State.

Since 1795 the Académie française has been a constituent member of the Institut de France, the other constituent members being the Académie des inscriptions et des belles-lettres, the Académie des Sciences, the Académie des Sciences morales et politiques, and the Académie des Beaux-Arts. All these bodies are housed in the Palais Mazarin, which was built for the successor of Richelieu.

# XII.

## France — Fact Sheet

### Type of government

presidential system,  
parliamentary  
democracy, universal  
suffrage

### Head of State

President François  
Mitterrand

### Head of Government

Prime Minister  
Laurent Fabius

### Minister of External Relations

Roland Dumas

### Minister of Industrial Redeployment and External Trade

Edith Cresson

### Minister of the Economy, Finance and the Budget

Pierre Bérégovoy

### Area (sq km)

549 000

Percentage of land use	
agricultural:	57.5%
woodland:	25.0%
other uses:	17.5%
Population	
55.1 million (1985)	
Population density (per sq km)	
100 (Canada = 2)	
Capital	
Paris	
GDP	
FF4016 billion (1985)	
FF4833 billion (1986 forecast)	
Inflation rate	
1985: 5.3%	
1984: 6.7%	
1983: 9.4%	
Unemployment rate	
(1985): 10.1%	
Bank of France central bank rate	
9.5%	
Savings rate	
13.7%	
Investment rate	
16.6% (of GDP)	
Annual productivity increase	
3.1% (1984)	
Currency	
FF5.15 = C\$1.00 (February 1986)	
Trade (1984)	
Total value of exports:	
US\$90.8 billion	
Total value of imports:	
US\$105 billion	

### Total value of exports to Canada (C\$ 000)

1985 (first 10 months)	1 400 000
1984	1 218 786
1983	840 977
1982	877 164

### Main products

motor vehicles, wine and liquor, tires, books and printed matter, steel bars and rods, organic chemicals, specialized industrial machinery

### Total value of imports from Canada (C\$ 000)

1985 (first 10 months)	600 732
1984	700 746
1983	626 034
1982	705 447

### Main products

Wood pulp and similar pulp, fresh or frozen fish, iron ores and concentrates, lumber, inorganic chemicals, aircraft engines and parts, office machines and equipment, telecommunications equipment

### Percentage breakdown of Canadian exports to France

Live animals:	0.6%
Food, feed, beverages and tobacco:	16.0%
Raw materials, inedible:	24.9%
Fabricated products, inedible:	38.5%
End products, inedible:	19.5%
Special transactions, trade:	0.4%

### Principal customers of France (1984)

Federal Republic of Germany:	FF119.5 billion
Italy:	FF88.6 billion
Belgium/Luxembourg:	FF69.8 billion
United States:	FF65.9 billion
United Kingdom:	FF64.4 billion

### Principal suppliers of France (1984)

Federal Republic of Germany:	FF167.4 billion
Italy:	FF89.2 billion
Belgium/Luxembourg:	FF74.4 billion
United Kingdom:	FF72.9 billion
United States:	FF69.7 billion

**Canadian investment in France**

**\$305 million (1984)**

**French investment in Canada**

**\$1 250 millions (1984)**

**2.4 % of all French direct investment abroad**

# XIII.

## Speech delivered by the Prime Minister of Canada

at the State Dinner  
in Ottawa on  
November 7, 1984

Mr. Prime Minister of France,

It is with joy, warmth and pride that I welcome you to Canadian soil. In addition to the respect I have for your high office, I also want to express my admiration for you as a man of hope and talent. What a fortunate combination that is — your great qualities in the service of such an illustrious country as France.

France is indeed a great country. We can appreciate her greatness through her history, which is linked with the destiny of humanity; through her philosophers and scientists, who have pushed back the frontiers of the unknown in so many directions; through her artists, whose countless immortal works have become part of mankind's universal heritage; through her fearless discoverers, who have crossed the seas and explored the most distant lands, including our own, where they came into contact with the first inhabitants of this country, our compatriots, the native Indians. France has also achieved greatness through the trials which she has endured and the suffering which has given her an even keener understanding of what she represents in the world.

But we do not just admire France; we also love her. How could we do otherwise? She has helped make us what we are: a democratic people, inspired by her

inviolable passion for liberty. She gave birth to our country, and she left us much of herself. It gives me pleasure to tell you, in the words of your predecessor, Mr. Mauroy, that although the "branch" has been severed from the tree, it has nevertheless blossomed. Thus, six million of us are immensely privileged to share with you the treasures of your language, and to live in the French culture.

No one can fail to be aware of the tenacity and courage those French-speaking ancestors demonstrated is not only maintaining their heritage, but seeing it flourish. We are not talking about simple nostalgia and folklore. Rather, we are talking about vital commitment and collective roots.

Yes, it is ties of the heart and the spirit that bind us to France, a vibrant country, open to new ideas and new experiences, and so often the source of them herself.

France is a great nation, a nation dear to our hearts; and we need her, too.

For it is not enough to say that history and culture have forged indestructible bonds between us. We must give those traditional bonds life and translate them into realities of State. By this, I mean that perception and words must lead to the implementation of a concrete policy of mutual exchange, in the broadest meaning of the term.

If you will permit me this paradox, history is more than history, and culture transcends culture. Indeed, the past is inseparable from the future that it determines and into which it flows. Similarly, all human activity is part of a living culture, and contributes to that culture. We believe that our two countries must walk together down the road to the growth that awaits us. But this road must inevitably lead us through technological, scientific and economic exchange.

Our relationship must encompass all sectors of our collective lives. We owe it to what we are and to what we want to become. Reasons of State also demand it: we will not achieve our common culture without an economic foundation and economic expansion.

In this perspective, it is imperative that we strengthen our commercial relations. Establishing a real economic network would be in the best interest of the



international French-speaking community. Canada recognizes that she has obligations, as well as interests in this area, and wants to become actively involved. I believe that, by developing active solidarity among countries with French-speaking populations, we can find new ways to right social injustice, and to promote human rights and Franco-Canadian cooperation on the international scene.

In short, we need France, and if France thinks that she needs us too, we will not fail her.

France and Canada share unique and vibrant cultural and linguistic ties; we must ensure that this relationship is preserved and enhanced beyond its merely historical significance.

The manifestation of Canada's French heritage, and its development in many regions of our country is deeply gratifying for me, both as Prime Minister and as a Canadian.

I am proud that the government of Canada and some provincial governments operate effectively in both French and English languages.

These are the signs — and they are significant and encouraging indicators — of the vitality and growth of bilingualism, to which my government is steadfastly committed.

I regret that during your all too brief visit to Canada, you and Madame Fabius will not have an opportunity to visit other regions of Canada — the Atlantic and Pacific coasts, the Prairies and the far North — so as to fully appreciate the complex mosaic which is Canada.

Were you to visit other parts of Canada, you would, I suspect, be surprised by the vitality of French-speaking communities outside Quebec.

And I know you would be delighted.

You would see for yourself that the French fact is a significant and vital dimension of our national consciousness and identity.

France, of course, is our oldest trading partner.

However, we have yet to realize the full potential of that trading relationship.

I know you will agree with me, Prime Minister, that we could greatly strengthen the current level of economic cooperation between our two countries.

The recent investment by AMC/Renault in Brampton, Ontario, is a good example of the type of cooperation that we must promote.

Michelin in Nova Scotia, Pechiney and Canada Ciments Lafarge in Québec, amok in Saskatchewan, and Charbonnage de France in British Columbia are other examples of welcome French investment.

For our part, Canadian companies such as Massey-Ferguson, Alcan, McCain Alimentaire, Polysar, McMillan/Bloedel and Bata have developed significant interests in France.

Prominent French and Canadian banks are active in each other's country.

We must build on such cooperation.

I assure you that Canada will continue to seek and welcome direct investment from France.

Particularly attractive, for example, is possibilities for future cooperation in the cultural industries, communications, and science and technology.

Enhanced economic cooperation between our two nations requires the active participation of the private sectors.

In this regard, I am pleased that tomorrow, French and Canadian members of the Canada-France Businessmen's Committee will meet with you to discuss the prospects for future investment, industrial cooperation, and joint venture projects.

There will be no more ambiguity concerning the role that Canada intends to play in her relations with France, and no more questions concerning her desire to make Franco-Canadian relations an integral part of her foreign policy.

Diplomacy, like candour, must reflect reality. So I cannot talk about Franco-Canadian relations without mentioning the parallel relations that exist between Quebec and Paris. I do not want to bring up the disagreements that resulted from misunderstanding or confusion, except to express my regret that they

occurred. However, we all know that many of those difficulties have since been resolved, thanks in part to the tact and restraint shown by your government.

In order to continue and bring to fruition this process of détente, I think I should state the guiding principles of what would be for us a process respective of our mutual legal and political realities.

The Canadian government intends to exercise all of its constitutional responsibilities in the field of international relations. Nevertheless, it considers it completely normal and desirable that the Quebec government maintain with France, those relations justified by the cultural identity of the province of Quebec. Thus we recognize the legitimacy of privileged, direct relations between Paris and Quebec, as long as these relations respect federal institutions and involve subjects that do not conflict with federal jurisdiction.

Quebec is an integral part of Canada and she enriches Canada with her French culture. It is natural that Quebecers perceive your country as a partner in preserving and fostering their special character.

We will follow these guiding principles, and we want to leave the rest to the common sense, loyalty, and maturity of the parties involved.

The government that I lead has just received a mandate to pursue a program of tolerance and national reconciliation. It knows that there is much of France in the soul of Quebec. Federalism, as we intend to exercise it, far from being an obstacle to the legitimate Québec-Paris dialogue, will enhance and strengthen it.

Whatever Quebecers gain from their relations with France can only be of benefit to their fellow Canadians. Quebec's contribution to the French-speaking community will reinforce Canada's contribution in this area, as well as her international prestige.

My government will also be pleased if your country wishes to undertake, with the same respect for institutions, initiatives with French-speaking groups outside of Quebec. Everyone knows that I do not define federal-provincial relations in terms of distrust or supervision, but rather in terms of trust and respect for provincial rights and aspirations.

Thus we find ourselves back at our starting point: the greatness of your country and the values that she embodies.

She has come from the depths of the ages, yet is always on the threshold of the future. France is here with us this evening in the person of her Prime Minister, who chose to make his first official trip to our country. In order to understand the emotion that moves us, remember that his presence evokes for us those spirits of France which have illuminated and inspired the world, from Molière to Diderot and Michelet, from Beaudelaire to Pasteur and Renoir, from Jaurès to Proust and Jean Moulin, and to many other giants of thought and heart, of courage and creation.

Because we have the audacity to claim that we go back to these giants, these witnesses to our commitment will also serve as reminders of that to which we must be faithful.

I raise my glass to your Excellency, to the President of the French Republic, whom I am eager to meet, and to whom I ask you to convey our respect and affection, and to eternal France.

NOTES